

PROGRAMME  
DES ÉCOLOGISTES  
POUR L'EUROPE  
ÉLECTIONS EUROPÉENNES 25 MAI 2014

EUROPE   
ÉCOLOGIE  

---

Donnons vie à l'Europe.

## EUROPE ÉCOLOGIE

Siège de campagne : 100, rue Lafayette, 75010 Paris. 01.45.22.20.14.

Site : [www.europe-ecologie.eu](http://www.europe-ecologie.eu) - Mail : [contact@europe-ecologie.eu](mailto:contact@europe-ecologie.eu)

## Direction de campagne

David CORMAND

Bruno DELPORT

Virginie LAMBERT-FERRY

## Équipe nationale

Mathieu BECHU-DIAZ, Aurélie BOURDIE, Priscilla CASSEZ, Claire DESMARES, Yan DUPAS, Romain GAILLARD, Caroline MARZUCHETTI, Isabelle MIGNUCCI, Gaetan MORTIER, Pandora REGGIANNI, Bertrand REGNAUD, Agathe REMOUE, Julien SAGE, Many YEM, Toufik ZARROUGI

## Directeur de la publication

Bruno DELPORT

## Rédaction

Claire DESMARES, avec de grands remerciements à toutes celles et ceux qui ont participé aux notes, aux idées, à la rédaction, à la relecture et aux commentaires.

## Directrice artistique

Aurélie BOURDIE

[www.aurelabel.com](http://www.aurelabel.com)

## Infographiste

Sylvain MARCHELLIER

## Photos

Fotolia

## Impression

Fabrègue imprimeur

Bois-Joli – rue de la Fontaine Tanche B.P. 10

87500 Saint-Yrieix-la-Perche

Imprimé sur papier recyclé



## Diffusion

50 000 exemplaires

SVP ne jetez pas ce programme sur la voie publique, mais offrez-le aux passants, donnez-le autour de vous, laissez-le bien en vue... PARTAGEZ !



# DONNONS VIE À L'EUROPE

D'un bout à l'autre de l'Union, le ras-le-bol anti-européen enfle. Comment pourrait-il en être autrement ? En Grèce, en Espagne, les politiques d'austérité ont laminé les plus faibles et laissé des millions de personnes sur le carreau. Mais ne nous trompons pas de combat. Ce n'est pas l'Europe qui est responsable, mais ceux et celles qui ont pensé et imposé ces politiques européennes injustes. Face à ce constat, certains se réfugient dans les habits étriqués du nationalisme. Ils refusent de voir que la finance, la pollution et le réchauffement climatique se moquent des frontières dessinées par l'Histoire.

## **Nous, écologistes, mobilisons toutes nos forces pour bousculer ces politiques absurdes.**

Nous sommes convaincus que seule la solidarité entre Européens et avec les autres régions de la planète permettra de dessiner les contours d'un monde viable. L'euro a été mis en place de manière imparfaite. Doit-on pour autant l'abandonner ? Nous devons au contraire nous retrousser les manches pour faire de notre monnaie commune un élément de stabilité et de confiance. Il faut un changement culturel, plus de transparence et de lien avec les citoyens pour donner une énergie nouvelle à l'Europe.

**Mettre les dirigeants européens face à leurs responsabilités, s'attaquer aux lobbies et aux conflits d'intérêts demande une attention de chaque instant.** Au sein de l'institution, nous avons mené un travail de fourmi, épiluché des milliers d'amendements. Il nous a fallu convaincre au-delà de nos partenaires traditionnels. Évidemment, nous n'avons pas gagné tous les combats. Nous continuerons lors de la prochaine mandature à défendre la création d'emplois verts et la mise en œuvre d'une véritable Europe sociale. **Avec notre mot d'ordre « un pied dans les institutions, un pied dans la société », notre influence est bien plus large que notre poids numérique au Parlement.** Notre force : les écologistes sont une véritable équipe européenne. Notre groupe vote sans distinction nationale. Nous

travaillons ensemble à imposer notre vision d'une société européenne écologiste, juste et solidaire. C'est tout le sens de notre candidature conjointe pour la co-présidence de la Commission européenne.

## **Les avancées sociales ou environnementales ont toujours été arrachées parce que des femmes et des hommes se sont levés pour dire NON, pour crier ASSEZ !**

Nous nous inscrivons dans cette tradition de lutte contre le nucléaire, contre les OGM, contre la financiarisation de l'économie.

## **Nous nous battons POUR la justice sociale, l'égalité entre les hommes et les femmes, la solidarité avec les autres peuples de la Terre.**

L'Union européenne est la première puissance économique de la planète. Hélas, elle reste trop souvent la somme de 28 États qui viennent marchander leurs intérêts particuliers à Bruxelles. L'heure est venue de bousculer cela.

Unanimité, conflits d'intérêts, lobbies : la priorité absolue, c'est la construction d'une démocratie citoyenne à l'échelle européenne.

En obligeant les autres partis politiques à accepter que le prochain président de la Commission européenne soit élu par le Parlement, nous avons déjà réussi un pari qui semblait impossible : politiser l'Europe !

Le combat continue et nous ferons campagne, avec toutes les candidates et tous les candidats écologistes, lors des élections européennes du 25 mai prochain pour donner vie à l'Europe.

## **Ska Keller et José Bové**



**SANDRINE BÉLIER (tête de liste Est)**

Sur Twitter : [@sandrinebelier](#)

“Être eurodéputée écologiste, c’est porter la voix des citoyens et défendre ses convictions au cœur des institutions européennes. Agir pour préserver la biodiversité, défendre les libertés numériques... C’est l’Europe avec et pour vous. Le rejet du traité anti-contrefaçons ACTA par le Parlement européen, après des mois de mobilisation citoyenne, restera l’un des plus beaux succès de mon mandat.”

**JOSÉ BOVÉ (tête de liste Sud-Ouest)**

[@josebove](#)

“La dénonciation des lobbies et du manque de transparence a été au cœur de mon activité au Parlement européen pour obtenir une agriculture plus juste pour les paysans, plus saine pour l’environnement et meilleure pour les consommateurs.”

**KARIMA DELLI (tête de liste Nord-Ouest)**

[@KarimaDelli](#)

“Parce que je ne me suis jamais résolue à ce que l’Europe sociale demeure un mot vide de sens, j’ai concentré mon mandat sur la lutte contre l’exclusion, la pauvreté et l’inégalité. J’ai notamment obtenu l’adoption d’un rapport sur le logement social en Europe et pesé sur les négociations pour que les fonds européens deviennent des outils de justice sociale.”

**YVETTE DUCHEMANN (tête de liste Outre-mer)**

[@YvetteDUCHEMANN](#)

“Militante écologiste de toujours, c’est pour le respect de la diversité culturelle, la prise en compte de la spécificité des régions ultrapériphériques et la garantie de la souveraineté alimentaire pour toutes et tous que je mettrai à profit mon mandat au Parlement européen.”

**PASCAL DURAND (tête de liste Ile-de-France et Français de l'étranger)**

[@DurandEELV](#)

“Aux côtés de Nicolas Hulot et des ONG environnementales, comme fondateur d’Europe-Ecologie puis comme Secrétaire National, j’ai compris la nécessité d’une écologie du quotidien, portée par des actions concrètes. Pour cela, il faudrait un véritable budget et des ressources propres à l’Europe, pour lui permettre de financer la transition écologique et porter des projets d’avenir.”

**CATHERINE GRÈZE (2ème de liste Sud-Ouest)**

[@CatherineGreze](#)

“Particulièrement investie sur la question du développement et sur l’Amérique latine, mon rapport sur la bio-piraterie a été la première reconnaissance européenne de cette véritable « colonisation des savoirs ». C’est un pas important pour les peuples autochtones et le rééquilibrage des rapports Nord/Sud.”

**CLARISSE HEUSQUIN (tête de liste Massif central-Centre)**

[@C\\_Heusquin](#)

“Âgée de 25 ans, je fais partie de cette génération qui n’a pas connu la guerre froide et pour qui l’Europe est une évidence. Pas l’Europe des marchés, ni celle des lobbies, mais l’Europe politique, l’Europe citoyenne, celle que, toutes et tous ensemble, nous ferons !”

**BENOÎT FAUCHEUX (2ème de liste Massif central-Centre)**

«Par mon expérience auprès des gouvernements de pays étrangers, de la Commission Européenne ou des collectivités locales dans les domaines des politiques agricoles, du commerce international et de la durabilité, je reste convaincu que notre projet politique est le seul qui permette de bâtir une Europe des solidarités. Il nous appartient de la concrétiser.»



**YANNICK JADOT (tête de liste Ouest)**

Sur Twitter : [@yjadot](#)

“Refuser de voir les intérêts des multinationales primer sur nos choix de société, répondre à l’urgence climatique en faisant des économies d’énergie et des renouvelables le socle d’une politique industrielle européenne : tels sont les combats que je mène et que j’entends poursuivre au Parlement européen.”



**EVA JOLY (2ème de liste Ile-de-France et Français de l'étranger)**

[@EvaJoly](#)

“Parce que la lutte contre les dérèglements financiers et la lutte contre les dérèglements climatiques ne sont que les deux faces d’une même pièce, mon combat contre l’évasion fiscale est au cœur de notre projet de justice sociale. Je lutterai aussi contre la surveillance du Net, ce nouveau Big Brother dénoncé par Snowden et Assange.”



**NICOLE KIIL-NIELSEN (2ème de liste Ouest)**

[www.nicolekiilnielsen.eu](http://www.nicolekiilnielsen.eu)

“Je n’ai cessé, durant cette mandature, de me battre pour que les droits fondamentaux, notamment ceux des femmes, soient au cœur des politiques européennes. En Palestine, en Asie centrale, j’ai agi pour que les droits des minorités et les libertés publiques soient défendus.”



**MOHAMED MECHMACHE (3ème de liste Ile-de-France et Français de l'étranger)**

[@Mehmache2012](#)

“Fondateur d’AC Le Feu en 2005, j’ai mis tout mon engagement militant au service du dialogue et de la participation citoyenne, convaincu que la solidarité réelle ne pouvait qu’être le fruit d’une construction collective. Au niveau européen aussi, nous devons construire une société inclusive où personne ne sera laissé de côté.”



**MICHÈLE RIVASI (tête de liste Sud-Est)**

[@MicheleRivasi](#)

“Dans la mandature qui s’achève, c’est sur la question de la sûreté nucléaire et de la santé publique que j’ai investi toute mon énergie. Dénonçant sans relâche les risques nucléaires, les lobbies et les nombreux conflits d’intérêts, le danger des ondes électromagnétiques et la nécessité du principe de précaution, je continue de me battre pour que l’Europe protège les citoyens et les consommateurs.”



**FRANÇOIS VEILLERETTE (2ème de liste Nord-Ouest)**

[@Veillerette](#)

“Comme je l’ai fait au sein de l’association Générations futures et dans mes ouvrages, je porterai au Parlement européen mon combat contre les produits chimiques nocifs. Pour que l’Europe protège les générations à venir des poisons quotidiens, pour un monde plus sain.”



**KARIM ZERIBI (2ème de liste Sud-Est)**

[@KarimZeribi](#)

“L’Europe ultra-libérale n’est pas une fatalité. Depuis mon entrée au Parlement européen, je m’emploie à défendre un autre modèle, en m’opposant, notamment, à la dérégulation des transports ferroviaires. C’est toujours cette vision sociale et solidaire des services publics qui m’anime au cours de ce second mandat.”



**ANTOINE WAECHTER (2ème de liste Est)**

“Le territoire de l’Union est le patrimoine commun de tous les Européens. C’est pourquoi, nous ne pouvons être indifférents à l’extension des surfaces artificialisées, au recul de la nature et à la banalisation des paysages, de l’Atlantique à la Mer noire et de la Méditerranée à la Mer baltique.”

# EUROPE ÉCOLOGIE

**10** AMBITIONS

**20** PROPOSITIONS

**POUR DONNER VIE**

**À L'EUROPE**

**Donnons vie à l'Europe  
zéro carbone  
et zéro nucléaire**

**1.** Pour sauver le climat tout en créant des emplois, avec un programme d'investissements, de recherche et de coopération industrielle (transports collectifs, éco-matériaux, véhicules propres, etc.) pour parvenir en 2030 à un objectif de 45% d'énergies renouvelables et un progrès de 40% sur l'efficacité énergétique, ce qui créerait plus de 2 millions d'emplois, réduirait la facture énergétique des ménages de 1 000 euros par an, tout en diminuant de 60% nos émissions de gaz à effet de serre.

**2.** En faisant des citoyens les acteurs de cette transition selon le principe « un euro citoyen investi dans la transition énergétique = un euro supplémentaire investi par l'Europe dans ses projets ».

**3.** En sortant l'Europe du nucléaire et en refusant l'exploitation des gaz de schiste, en instaurant un plan de sortie du diesel en 10 ans et en créant une taxe carbone aux frontières de l'Europe.

**Donnons vie à l'Europe sociale  
qui protège**

**4.** Avec un salaire minimum européen, un fonds européen d'indemnisation chômage et un dispositif universel d'accès aux soins dans toute l'Europe; avec une convergence automatique vers les plus hauts standards sociaux pour mettre fin au dumping social.

**5.** En amplifiant la Garantie jeunesse pour permettre à tout jeune de moins de 25 ans qui le souhaite de faire des études, un apprentissage ou une formation professionnelle, sur le modèle d'un compagnonnage européen.

**6.** En imposant aujourd'hui des droits de douane aux produits issus de pays qui ne respectent pas la liberté syndicale (selon la définition de l'Organisation Internationale du Travail) et, à terme, l'interdiction d'importation, pour protéger les travailleurs ici et ailleurs.

**Donnons vie à l'Europe qui défend  
une alimentation saine et durable**

**7.** En affectant 50% de la PAC à l'agriculture paysanne et aux circuits courts, en favorisant l'installation de jeunes paysans, en développant le bio, en protégeant les semences paysannes, la vie des sols et l'équilibre des mers et des océans.

**8.** En s'attaquant au gaspillage alimentaire, une pratique industrielle irresponsable quand 33 millions d'Européens risquent la malnutrition.

**Donnons vie à l'Europe  
qui protège les consommateurs**

**9.** En renforçant l'étiquetage des produits et le suivi des filières, en s'opposant à l'obsolescence programmée, en permettant aux consommateurs de défendre leurs droits collectivement par des actions de groupe.

## Donnons vie à l'Europe qui préserve notre santé et notre environnement

**10.** En faisant de l'amélioration de la qualité de notre environnement un moyen privilégié de protéger la santé des citoyens, en luttant contre la pollution de l'air, de l'eau et de la terre. Plus aucun produit chimique soupçonné d'être cancérigène ou de perturber le système hormonal ne devra être autorisé en Europe !

**11.** En reconnaissant le préjudice environnemental, en créant un statut européen pour les lanceurs d'alertes, en reconnaissant un statut juridique à l'animal.

## Donnons vie à l'Europe qui se bat pour une autre mondialisation

**12.** En s'opposant à tout accord commercial – comme le traité de libre-échange avec les États-Unis (TAFTA) – qui place les intérêts des multinationales au-dessus de l'intérêt général, de nos institutions démocratiques et des droits des citoyens.

**13.** En privilégiant au contraire de nouveaux rapports commerciaux avec les pays émergents, une aide au développement accrue, et une force européenne de paix pour intervenir en prévention des conflits sous mandat des Nations Unies.

## Donnons vie à l'Europe qui régule la finance et élimine le dumping fiscal

**14.** À travers l'harmonisation fiscale pour en finir avec la fraude et l'évasion de 1 000 milliards d'euros par an, la création d'un parquet européen qui s'attaque à la corruption et à la criminalité financière et d'une liste noire européenne des paradis fiscaux.

**15.** En achevant l'Union bancaire, et en séparant de manière stricte banques de dépôt et banques d'investissement.

## Donnons vie à l'Europe qui protège nos droits et nos libertés

**16.** En luttant contre toutes les formes de discrimination, qu'elles soient fondées sur le sexe, l'origine, l'appartenance supposée à une minorité ethnique ou culturelle, la religion, le handicap, la santé, l'âge, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. En garantissant l'égalité femme-homme, le droit à l'avortement et un accès libre et gratuit à la contraception ; en luttant contre toutes les formes de violence envers les femmes.

**17.** À travers une Charte européenne des libertés numériques qui garantisse la neutralité du Net, le respect de la vie privée, le droit à l'oubli et le partage non-marchand.

## Donnons vie à l'Europe ouverte sur le monde

**18.** En mettant fin à l'Europe forteresse pour renouer avec l'Europe terre d'asile, en instaurant une citoyenneté européenne de résidence, en créant un statut européen de réfugié climatique.

## Donnons vie à l'Europe démocratique et citoyenne

**19.** En défendant les intérêts des citoyens sur ceux des multinationales par la lutte contre les lobbies et les conflits d'intérêts, en garantissant transparence et responsabilité des institutions, par la suspension immédiate de la Troïka qui échappe à tout contrôle des parlementaires nationaux et européens.

**20.** En réformant la gouvernance de la Banque centrale européenne pour y associer les partenaires sociaux et prendre en compte le taux d'emploi et le développement des inégalités sociales ; en dotant l'Europe d'un budget propre, dont la taxe sur les transactions financières serait le premier vrai impôt européen ; par une réforme constitutionnelle de l'Union européenne validée par un référendum européen.

**ÉLECTIONS EUROPÉENNES**  
un seul tour, une seule date **le 25 mai 2014**

p. 10-19

MAÎTRISER L'ÉNERGIE  
POUR CHANGER L'AVENIR

p. 20-23

PRÉSERVER  
LE PATRIMOINE NATUREL DE L'EUROPE

p. 24-35

L'EUROPE DANS L'ASSIETTE

p. 36-41

LA SANTÉ,  
UNE RESSOURCE À PROTÉGER

p. 42-45

INDUSTRIES INNOVANTES,  
LA CHANCE DE L'EUROPE

p. 46-47

PAS DE GÉNÉRATION SACRIFIÉE

p. 48-50

L'EUROPE SOCIALE, MAINTENANT !

p. 52-57

EUROPE, ZONE DE DROITS

**p. 58-59**

**EUROPE CULTURELLE, EUROPE PLURIELLE**

**p. 60-63**

**L'EUROPE, ACTEUR-CLÉ  
D'UNE MONDIALISATION PLUS JUSTE**

**p. 64-65**

**METTRE LA FINANCE AU PAS**

**p. 66-67**

**REDONNER DES VALEURS À L'EURO**

**p. 68-69**

**DÉFENDRE LA PAIX**

**p. 70-71**

**UNE EUROPE OUVERTE SUR LE MONDE**

**p. 72-73**

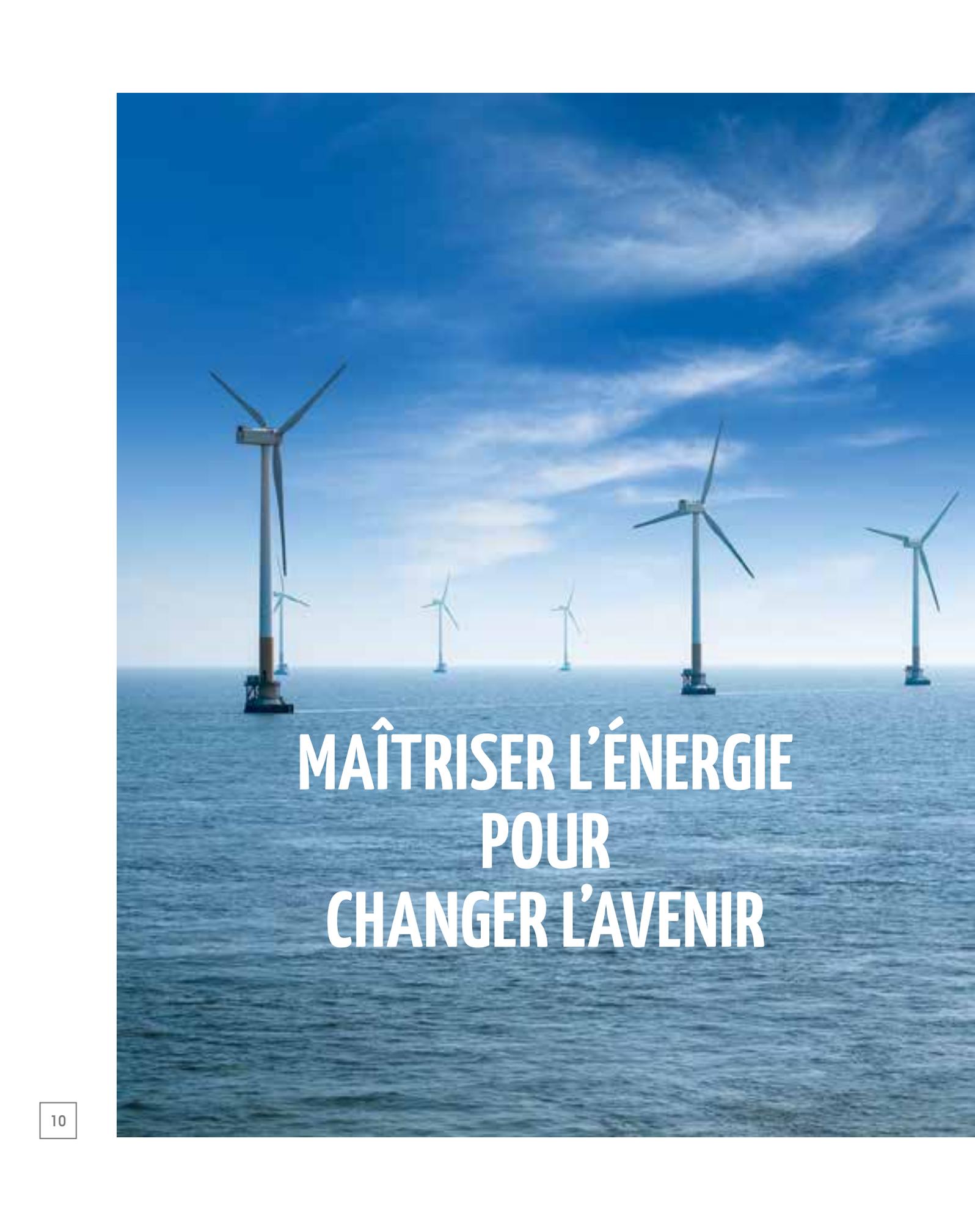
**PAS D'EUROPE SANS DÉMOCRATIE**

**p. 74-75**

**LECTURES**

**p. 76-79**

**DÉCRYPTAGE**

A photograph of several offshore wind turbines in the ocean. The turbines are white with three blades each, mounted on dark blue or black foundations. The sky is a deep blue with some light, wispy clouds. The water is a darker blue with some ripples. The overall scene is clean and modern, representing renewable energy.

# MAÎTRISER L'ÉNERGIE POUR CHANGER L'AVENIR



Entrer dans le salon, allumer la lumière, c'est une évidence, un réflexe. Qui se demande comment cela est possible? Pourtant, l'énergie est un enjeu politique de premier ordre, qui nous concerne tous.

Qui dit énergie dit lumière, et pourtant ce secteur est une zone d'ombres : les multinationales du pétrole ou du nucléaire n'aiment pas le feu des projecteurs. Les citoyens, les élus locaux, les usagers de l'énergie en général n'ont pas leur mot à dire sur cet élément indispensable à leur quotidien.

On dit que l'énergie est un « secteur stratégique ». Stratégique au sens politique, assurément : ne pas le maîtriser, c'est être dépendant de ceux qui proposent ce service indispensable, et être dépendant aussi du prix auquel ils acceptent de vous le fournir. L'énergie est surtout le premier levier de lutte contre le dérèglement climatique. À ce titre, engager la transition énergétique est une priorité pour les écologistes.

Le secteur de l'énergie a également besoin de stratégie économique. Il est nécessaire d'investir dans un modèle durable qui assure la sécurité de l'approvisionnement et la production d'énergie dans des conditions soutenables.

Qui produit l'énergie? À partir de quoi? Comment arrive-t-elle jusque dans votre foyer? Comment fixe-t-on son tarif aujourd'hui, et quel sera-t-il demain? Quelles solutions pour l'économiser?

## **REGARDONS CE QUI SE CACHE DERRIÈRE L'INTERRUPTEUR !**

# CHANGER LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT

Ce slogan a été clamé par des milliers de manifestants à Copenhague, lors du sommet sur le climat de 2009.

Venus du monde entier, ils demandaient aux dirigeants qui négociaient un accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre de prendre leurs responsabilités. L'enjeu ? Le réchauffement climatique, déjà en marche, contre lequel nous devons agir vite, très vite. Les défenseurs du climat, mais aussi un certain nombre de dirigeants européens, sont repartis déçus de l'accord à minima obtenu lors de cette conférence.

Bien sûr, les Américains bloquent, les Chinois ne se précipitent pas pour réguler leurs émissions... **Plutôt que de pointer du doigt le manque d'ambition de ses partenaires, l'Europe doit prendre le leadership des questions environnementales et montrer l'exemple.**

Cinq ans après, attendre n'est plus une option. Le dernier rapport de l'Organisation météorologique mondiale est sans appel : les nombreux phénomènes climatiques extrêmes vécus en 2013, y compris en

France, sont des indicateurs toujours plus inquiétants du bouleversement climatique provoqué par l'homme. En 2015, une nouvelle conférence aura lieu à Paris, un nouveau cycle de négociations aussi. Les pays européens doivent s'entendre sur un message clair.

**Pour Europe Écologie, il n'y a qu'un objectif à défendre : une Europe zéro carbone en 2050.**

Cela signifie réduire de 30 % nos émissions de CO<sub>2</sub> d'ici à 2020 et de 60 % d'ici à 2030. Mais cela signifie surtout faire des choix pour sortir des énergies fossiles, largement responsables des gaz à effet de serre. **La transition énergétique et le contrôle du changement climatique vont de pair.**

Les Européens doivent être exemplaires et fermes, notamment en appliquant une taxe carbone aux frontières. Cela signifie de fortes contraintes pour nos industriels qui devront tenir ces objectifs. En contrepartie, il leur faut des garanties. La taxe carbone aux frontières, c'est l'assurance que des produits à l'empreinte carbone démesurée ne se retrouvent pas à bas prix sur le marché européen.

# OBJECTIF EUROPE ZÉRO CARBONE EN 2050

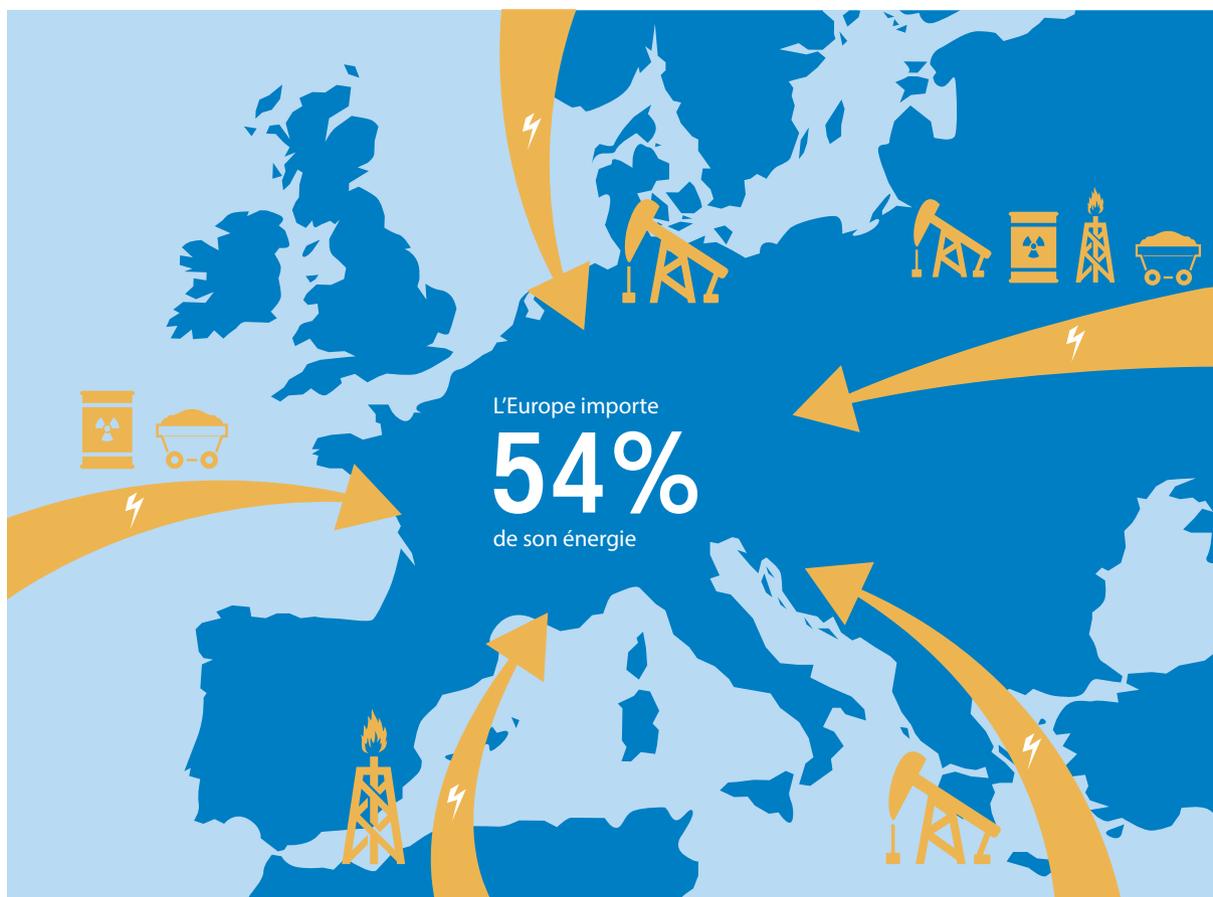
Le chemin est encore long pour atteindre une Europe neutre en carbone. L'Europe a besoin d'une stratégie globale et d'un calendrier précis. C'est le « Paquet Climat-Énergie » qui doit fixer des objectifs pour 2030. Les négociations sont en cours, mais les premiers éléments ne sont pas à la hauteur des enjeux. Sans ambition européenne, peu de chances d'aboutir à un quelconque accord mondial sur le climat. Les modèles énergétiques nationaux sont en conflit : la France mise sur le nucléaire et exporte ses centrales à la Grande-Bretagne, quand l'Allemagne investit massivement dans les renouvelables.

**Europe Écologie maintient la nécessité d'adopter 3 objectifs contraignants :**

- 1. réduire de 60 % les émissions de gaz à effet de serre,**
- 2. porter à 45 % la part de renouvelables dans la production d'énergie,**
- 3. améliorer de 40 % l'efficacité énergétique d'ici à 2030.**

Sur ce dernier point, l'Europe est très en retard, les entreprises énergétiques n'ayant aucun intérêt à voir réduire la consommation.

Engageons une transition énergétique basée sur le duo gagnant :  
renouvelables et économies d'énergie !



En 2011, l'Union européenne a importé 54% de l'énergie brute qu'elle a consommée. Cette dépense, chiffrée à 488 milliards d'euros, est en constante augmentation.

**Réduire au minimum notre consommation d'énergie de 40% d'ici à 2030 tout en développant les énergies renouvelables permettrait de renforcer l'indépendance énergétique de l'Europe.**

Cela aurait pour effet direct d'alléger la facture des ménages de 1 000 euros par an et de créer près de 2 millions d'emplois!

Les sommes ainsi économisées permettront d'investir massivement dans les énergies renouvelables. Biomasse, hydraulique, énergie marine... S'il est possible de généraliser dès maintenant des technologies éprouvées comme l'éolien, nous devons aussi explorer les possibilités qu'offrent la force considérable des marées et des courants ou la géothermie, dont la production d'énergie est constante. La recherche est l'une des clés du succès de notre avenir énergétique.

 Uranium	 Pétrole
 Gaz	 Charbon

**FACTURE  
D'IMPORTATION**  
**488** milliards d'euros  
**= 5** fois le budget européen

# PRODUIRE DURABLE POUR L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE DE L'EUROPE

L'Union européenne est le deuxième plus gros consommateur d'énergie au monde, mais ses réserves en gaz et en pétrole sont très faibles. Nous importons 54 % de l'énergie brute que nous consommons. Pendant ce temps, les réserves mondiales s'épuisent.

Investir dans une infrastructure sans savoir s'il y aura assez de matière première disponible dans dix ans est irresponsable. D'autant qu'avant l'épuisement vient la rareté. Le baril de pétrole à 200 dollars n'est plus un mythe. Quant à l'uranium, il nous reste à peine 100 ans de réserves. Combien coûtera l'énergie ainsi produite si elle dépend uniquement de matières premières si précieuses ?

Le potentiel des énergies renouvelables est immense pour assurer l'indépendance énergétique de l'Europe. Aujourd'hui, plus de deux tiers des nouvelles capacités de production électrique installées en Europe sont renouvelables, et certains pays illustrent

parfaitement la « success story » de ce secteur. En 2013, les énergies renouvelables ont fourni 42,4 % de la demande en électricité de l'Espagne. Au Danemark, l'énergie éolienne permet certains jours de couvrir plus de 100 % de l'électricité consommée.

Quand on voit comment la Russie joue de sa puissance gazière pour diviser l'Europe, et comment les grands groupes énergétiques imposent leurs priorités aux gouvernements, on réalise à quel point l'autonomie énergétique permettrait de réduire les tensions politiques et géopolitiques.

**Europe Écologie défend la nécessité d'une véritable Europe de l'énergie, d'une stratégie durable et ambitieuse pour en finir une fois pour toutes avec le gaspillage, la précarité énergétique et notre dépendance aux pays exportateurs de pétrole et de gaz.**



# ÉCONOMISER L'ÉNERGIE AU QUOTIDIEN

Arrêtons d'investir dans des puits de forage  
pour gaspiller les ressources encore dormantes.  
Faisons plutôt en sorte de ne jamais en avoir besoin !

Le levier du changement n'est pas toujours loin de chez soi. Les citoyens européens peuvent être les premiers acteurs, et surtout les premiers bénéficiaires d'un changement de modèle.

Il est possible de réduire considérablement la facture énergétique. Le chauffage est le premier poste annuel de dépense des ménages européens. En France, se chauffer coûte en moyenne 1 600 euros par an et par foyer. Il est temps d'agir. Bien isoler sa maison permet de réduire sa facture de 60%. Ces travaux coûtent cher, mais les économies d'énergie compensent rapidement l'argent investi. L'Europe doit accompagner financièrement ceux et celles qui souhaitent être acteurs de la transition énergétique. Ce sera la priorité du futur budget communautaire.

**Isoler les habitations crée des emplois non-délocalisables : ce sont les PME qui produisent des éco-matériaux isolants, les artisans qui les installent... Leur savoir-faire est bien rémunéré. Il faut saisir cette opportunité et donner un signal fort aux acteurs économiques !**

La recherche joue un rôle considérable dans les économies d'énergie. Elle permet de réduire la consommation de l'éclairage, des appareils électroménagers et même des voitures... Il faut fixer des objectifs et donner à la recherche les moyens de les atteindre. En 1990, une voiture française consommait en moyenne 8,25 litres au cent. En 2009, c'était 5,25. Nous voulons une voiture qui consomme 2 litres d'essence maximum pour 100 kilomètres, à l'horizon 2020. Après la 2 CV, la 2l au 100 !

Quand cela est possible, en ville avant tout, l'Europe doit accompagner le développement de modes de transports en commun performants. Cette innovation est à la fois matérielle et organisationnelle. Ingénieurs concepteurs, urbanistes, experts en mobilité de tous les pays d'Europe doivent travailler ensemble à faire bouger les Européen-nes plus simplement, plus intelligemment, plus écologiquement.

# CITOYENS, PRENONS NOTRE ÉNERGIE EN MAIN !

Reconsidérer nos politiques énergétiques, c'est aussi parler gouvernance. Qui décide quoi? L'Europe doit garantir la transparence, assurer une véritable place pour le débat public et promouvoir l'initiative citoyenne sur les questions énergétiques.

Car les grandes entreprises ne sont pas les seules à produire de l'énergie en Europe. Des particuliers et des coopératives locales s'organisent sur des territoires pour prendre en main leur avenir énergétique. **En Allemagne, les citoyens participent pleinement à la sortie du nucléaire et au boom des énergies renouvelables.** Plus de 50% de la capacité installée d'énergies renouvelables outre-Rhin ces dix dernières années provient de l'investissement participatif.

Ils répondent à un enjeu fort, rarement mis en avant : produire local. Pour l'énergie aussi, c'est indispensable. Malgré 150 ans de développement, le transport de l'électricité reste un processus mal maîtrisé. Les déperditions sont considérables. Son stockage est quasi impossible à grande échelle. Produire à proximité des usagers, c'est une clé pour économiser l'énergie.

L'Union européenne doit accompagner ces projets énergétiques innovants.

**Europe Écologie propose que pour chaque euro investi par un citoyen dans un projet local de production d'énergie renouvelable individuel ou collectif, 1 euro soit investi par l'Europe.**

Cela doublera la force de frappe et permettra à des projets citoyens d'envergure de voir le jour. Rendre les citoyens producteurs de l'énergie qu'ils consomment est le meilleur moyen de les impliquer dans la transition énergétique!

Mais le cadre législatif doit aussi évoluer pour accompagner les initiatives locales, et permettre notamment la mise en œuvre de projets transfrontaliers. L'Europe doit imposer des statuts juridiques harmonisés permettant de mobiliser l'épargne des citoyens en direct et de l'investir dans les projets de leur choix.

Il est également possible de travailler à une autre gouvernance des grandes entreprises de l'énergie.

**Europe Écologie propose que les entreprises comme EDF développant de nouvelles infrastructures dans les renouvelables soient contraintes d'ouvrir au moins 20% du capital de ce projet aux citoyens du territoire d'implantation concerné.**

Libre à eux de participer ou non, mais au moins, ils en auront la possibilité, ils auront le choix! Et s'ils investissent, devenant ainsi des partenaires économiques de leur fournisseur d'énergie, ils auront un droit de regard nouveau sur ce qui se cache derrière l'interrupteur.

1 EURO CITOYEN INVESTI  
DANS LA TRANSITION ÉNERGETIQUE  
=  
1 EURO EUROPÉEN SUPPLÉMENTAIRE

# NUCLÉAIRE

Il faut rapidement sortir de cette énergie dangereuse et chère.

La catastrophe de Fukushima a démontré que le Japon, pourtant à la pointe de l'innovation technologique, n'avait pas été capable d'anticiper le déchaînement de la nature qui s'est alors produit. L'Europe non plus!

Europe Écologie réaffirme que le nucléaire est une énergie dangereuse et chère, dont il faut rapidement sortir.

La dépendance à l'uranium est par ailleurs source d'instabilité et de conflits dans les pays où il est extrait, surtout en Afrique. Ce n'est en aucun cas une ressource durable.

Plus encore, c'est une technologie qui rompt avec l'idée de solidarité européenne : comment accepter qu'un pays qui a fait le choix du nucléaire puisse faire courir le risque d'un accident à ceux qui ont choisi de s'en passer?

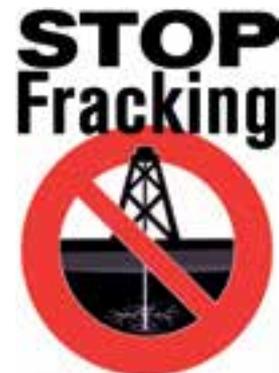
On ne passera pas  
aux énergies  
de demain  
sans abandonner  
définitivement  
celles d'hier

## GAZ DE SCHISTE

Europe Écologie demande un moratoire européen sur son exploration et son exploitation.

On parle d'une nouvelle ruée vers l'or, mais il s'agit surtout d'un nuage de fumée! Le principe de cette « nouvelle » ressource est de creuser, casser la roche en grande profondeur avec des produits chimiques et de l'eau sous pression pour faire ressortir du gaz jusqu'alors emprisonné. Cette technique, dite de « fracturation hydraulique », a déjà ravagé plus d'un million d'hectares aux États-Unis. Les multinationales s'empressent donc d'aller chercher ailleurs des zones à exploiter.

Drôle de logique que de polluer les sols, l'eau et l'air pour arracher à la Terre ses dernières ressources fossiles. Sans compter que cette technique est complexe, risquée et coûte très cher. Le coût des investissements nécessaires à l'exploitation des gaz de schiste (puits de forage, matières chimiques, transport, pollution...) est reporté sur le consommateur. Mais qui indemniserá les habitants qui en subissent les effets néfastes? Qui paiera pour la dépollution quand les sociétés-écrans mettent la clé sous la porte dès qu'elles ont fini leur besogne? Qui prendra les malades en charge? Les contribuables, bien sûr! C'est donc sans risque pour les multinationales du pétrole... Et quand il n'y aura plus de gaz de schiste?



## COOPÉRER POUR INNOVER



L'énergie fait partie de l'ADN de la construction européenne. C'est avec la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) que l'Europe a commencé à coopérer, en 1951. La recherche est vitale dans ce domaine, et la coopération plus que jamais indispensable. Transférons les moyens dédiés aux énergies fossiles à un grand programme européen de coopération industrielle et de recherche sur les renouvelables. Universitaires, pôles de recherche des grandes entreprises et PME innovantes pourront développer des solutions pour répondre aux besoins en énergie de demain.



**PRÉSERVER  
LE PATRIMOINE  
NATUREL  
DE L'EUROPE**



Les Européens sont attachés à leur environnement. Des forêts préservées des montagnes allemandes aux vallées arides du sud de l'Espagne, des vastes plaines polonaises au bocage français, la biodiversité européenne est un trésor. Pas de ces richesses que l'on garde pour soi, mais un bien commun, à entretenir ensemble.

Préserver l'environnement en Europe est un vaste chantier. La vie des hommes impacte nécessairement la nature. Comment les faire cohabiter durablement? La biodiversité est un patrimoine, une richesse à transmettre. Demain, mes enfants pourront-ils vivre aussi bien que moi? Verront-ils des abeilles? Pourront-ils goûter cette mûre en se promenant en forêt? Respireront-ils encore un air sain?

**Préserver la biodiversité, c'est préserver la richesse de la Nature, mais aussi notre économie.**

Certains animaux ou plantes rendent des services considérables aux sociétés humaines. Les pollinisateurs, comme les abeilles, sont gravement menacés par l'utilisation intensive de pesticides. Or, ils contribuent pour plus de 150 milliards d'euros par an à la productivité agricole en favorisant la reproduction des espèces végétales. La biodiversité est notre capital naturel. Elle nous permet de produire, de nous soigner, nous nourrir, nous vêtir...

Nous devons être attentifs à la qualité de l'air que nous respirons, à l'atmosphère qui nous protège de la chaleur du soleil, aux courants qui régulent le climat, au niveau des mers, des glaciers et des sources d'eau potable, tout en prenant soin des sols, indispensables pour nous nourrir.

Mais l'environnement ne s'arrête pas aux grands éléments qui nous entourent. Nous cohabitons sur Terre avec des millions d'êtres vivants : virus, bactéries, algues, plantes, insectes, animaux sauvages et domestiques. Nous ne sommes qu'un élément de l'écosystème terrestre.

L'Europe tente de réguler et de protéger les ressources naturelles et la biodiversité. Malgré tout, une espèce sur quatre est menacée d'extinction en Europe.

**Il est urgent d'agir car rien ne se substitue à la biodiversité. N'attendons pas qu'il soit trop tard!**

# RÉDUIRE L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE EUROPÉENNE

## LA NOTION DE PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

Poursuivre les pollueurs nécessite des outils juridiques. Il est urgent de reconnaître au niveau européen la notion de préjudice écologique : toute atteinte à l'environnement doit être systématiquement condamnée.

Marées noires, pollutions massives... les entreprises responsables doivent payer. Et pas question pour les maisons-mères de se cacher derrière leurs filiales : la responsabilité doit être partagée !

## DES DROITS POUR LES ANIMAUX

Il est urgent de définir au niveau européen un statut juridique pour l'animal qui est aujourd'hui considéré comme un objet. Ce statut nous permettra de défendre le bien-être animal, de refuser l'exploitation commerciale des animaux sauvages et de promouvoir des alternatives aux tests en laboratoire.

## PROTÉGER NOS RESSOURCES EN EAU

La consommation d'eau augmente partout en Europe. Celle des particuliers, mais aussi celle de l'agriculture ou des industries qui, si elle n'est pas traitée, pollue les nappes phréatiques. L'eau doit être mieux utilisée et préservée et les normes sanitaires européennes renforcées et appliquées sans exception.

## SAUVER LES ABEILLES

L'agriculture conventionnelle menace gravement les insectes pollinisateurs. L'usage croissant de pesticides et d'insecticides et le manque de diversité dans les cultures déciment les populations d'abeilles.

**Europe Écologie demande une refonte des procédures de mise sur le marché des pesticides et insecticides et la division par deux de l'usage des pesticides en Europe.**

## LUTTER CONTRE LA POLLUTION

La pollution est un fléau sanitaire et environnemental : métaux lourds dans les rivières, terres saturées de nitrates, particules fines dans l'air... La pollution détruit de nombreuses formes de vie et met notre santé en danger. **Europe Écologie demande une réglementation plus stricte de toutes les formes de pollution et la mise en place d'un plan de sortie de la dépendance au diesel.** Ce plan permettra de renouveler en profondeur le parc automobile européen, améliorant la qualité de l'air.

## STOPPER LE TRAFIC D'ESPÈCES SAUVAGES

L'Union européenne doit harmoniser les sanctions entre les pays membres et coordonner les services douaniers pour lutter contre les trafics d'espèces sauvages. La biodiversité ne se marchande pas. Nous souhaitons, par exemple, que tous les pays européens détruisent leurs stocks d'ivoire.

## MIEUX CONNAÎTRE, MIEUX PRÉSERVER

L'Union européenne doit financer des programmes de recherche visant à mieux connaître la biodiversité européenne et augmenter les moyens alloués à la préservation des sites sensibles. Ainsi, le réseau de sites naturels protégés Natura 2000 doit voir ses moyens renforcés afin de remplir efficacement sa mission. L'UE doit aussi promouvoir l'éducation à l'environnement.

## LA BIODIVERSITÉ AU CŒUR DES POLITIQUES EUROPÉENNES

La biodiversité doit être intégrée dans l'ensemble des politiques européennes. **Europe Écologie demande la suppression de tous les financements publics européens qui détruisent la biodiversité, ainsi que l'introduction de financements innovants pour investir dans le capital naturel de l'Europe.**

## RELIER LES OASIS DE BIODIVERSITÉ

Europe Écologie travaille sur une « trame verte et bleue » européenne : un réseau continu d'espaces préservés. Les oasis (Parcs naturels, zones Natura 2000...) ne suffisent pas. Pour maintenir l'équilibre des écosystèmes, la biodiversité doit être présente partout. Cette trame ruro-urbaine permettra la circulation des espèces.

# L'EUROPE DANS L'ASSIETTE





# AU MENU : PESTICIDES, HORMONES, ANTIBIOTIQUES ?

La sécurité alimentaire de tous passe par un suivi étroit, depuis la production jusqu'à l'assiette. À chaque étape, il y a des normes à respecter et des moyens de contrôle.

Après les grands scandales sanitaires des années 1990, l'Europe a mis en place un dispositif harmonisé de normes alimentaires. Vache folle, bœuf aux hormones ou poulet lavé à l'eau de Javel... fallait-il attendre une crise sanitaire pour interdire des pratiques insensées ?

**Il est temps de rétablir la confiance et de garantir la sécurité alimentaire à tous les Européens.**

Pour cela, une vigilance permanente est indispensable. Elle s'applique aussi bien aux producteurs et aux entreprises agro-alimentaires européennes qu'aux marchandises importées en Europe. Il faut mettre fin aux laissez-passer illégaux. La règle doit être la même pour tous.

Les efforts doivent porter sur deux domaines prioritaires : l'élevage et les productions végétales (légumes, céréales, fruits...). Pour manger une viande de qualité, nous devons limiter le recours aux antibiotiques et aux médicaments vétérinaires dans l'élevage et travailler à une meilleure alimentation des animaux, en interdisant les OGM. Pour les productions végétales, il faut absolument réduire l'usage des pesticides dont on retrouve des traces

importantes dans nos assiettes. Ces normes s'appliquent aux filières de production, à la matière première. Vient ensuite la transformation. Les aliments préparés prennent une place de plus en plus importante dans les paniers des Européens. Comme l'a montré le scandale des lasagnes à la viande de cheval, les entreprises agro-alimentaires sont loin d'être exemplaires sur la qualité et la transparence.

**Miser sur la responsabilité des acteurs ne suffit pas. Hélas, les organismes de contrôle comme l'EFSA, l'Autorité européenne de sécurité des aliments, sont infiltrés par les lobbies et en perdent légitimité et capacité d'action.**

Il y a là une lutte autant politique que juridique à mener pour pousser hors de ces organismes ceux qui portent les intérêts des multinationales au détriment des consommateurs.

La transparence passe aussi par la juste information des consommateurs : contenu, qualités nutritives, origine géographique... Aujourd'hui, il est inscrit sur les produits sains : « sans sucre ajouté », « sans OGM », « issu de l'agriculture biologique ». Il est temps que les produits contenant des résidus de pesticides l'indiquent clairement !



Deux Européens sur trois s'opposent à la culture et à la consommation d'OGM. Pourtant, la Commission européenne profite de procédures juridiques complexes pour tenter de les imposer en Europe. Grâce à la vigilance des organisations écologistes, aucune autorisation n'a été accordée depuis dix ans!

### **Europe Écologie demande que l'Europe soit enfin déclarée « zone sans OGM ».**

Interdire les quelques OGM encore autorisés à la culture en Europe ne suffit pas. En effet, comme le soja dans l'alimentation animale, de nombreux OGM sont importés du reste du monde. Ils se font peu à peu une place dans notre chaîne alimentaire. Un moratoire ferme et global doit être adopté au niveau européen. Par ailleurs, lors de la signature d'accords bilatéraux avec nos partenaires commerciaux, les écologistes seront vigilants à ce qu'il ne puisse y avoir aucun laissez-passer.

# REFUSER LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Comment nourrir l'humanité ? Pour répondre à cette question, le regard se porte systématiquement sur la production. Mais entre la terre et l'assiette, la route est souvent longue et la perte en chemin est considérable...

Près de 40 % des denrées alimentaires produites n'arrivent jamais dans nos assiettes. Plus d'un tiers de la production mondiale finit directement à la poubelle !

À chaque étape, on gaspille inutilement. Les légumes récoltés sont triés. Ceux qui ne sont pas calibrés sont évincés. Vous verrez rarement chez votre primeur une carotte biscornue ou une tomate trop petite. Les légumes doivent être beaux. Le lavage les fragilise ? Un petit traitement réglera temporairement ce détail. Une fois conditionnés, les produits partent en distribution.

Ce qui tombe, s'écrase, s'abîme dans le transport est jeté et seuls les légumes présentables arrivent sur les étals des supermarchés. Si les commandes sont mal gérées, qu'il y a du surplus... destination la poubelle.

Ensuite, à la maison, la conservation n'est pas optimale, le temps manque pour cuisiner... Avec tout ce chemin parcouru depuis la récolte, moins d'une semaine suffit pour que le contenu du panier dépérisse.

UNE EUROPE  
ZÉRO GASPI,  
C'EST ÇA  
L'ÉCOLOGIE !

Bien sûr, le consommateur peut agir. Acheter des pommes de terre ou des carottes non lavées, qui se conservent plusieurs mois, préférer les produits de saison et locaux, c'est une chose.

Pour le reste de la chaîne, l'Europe doit réglementer car c'est le consommateur qui, en plus de manger des aliments insipides et faibles en nutriments, paie le traitement des déchets d'une filière irresponsable.

**C'est un enjeu économique et moral. Le gaspillage est un scandale.**

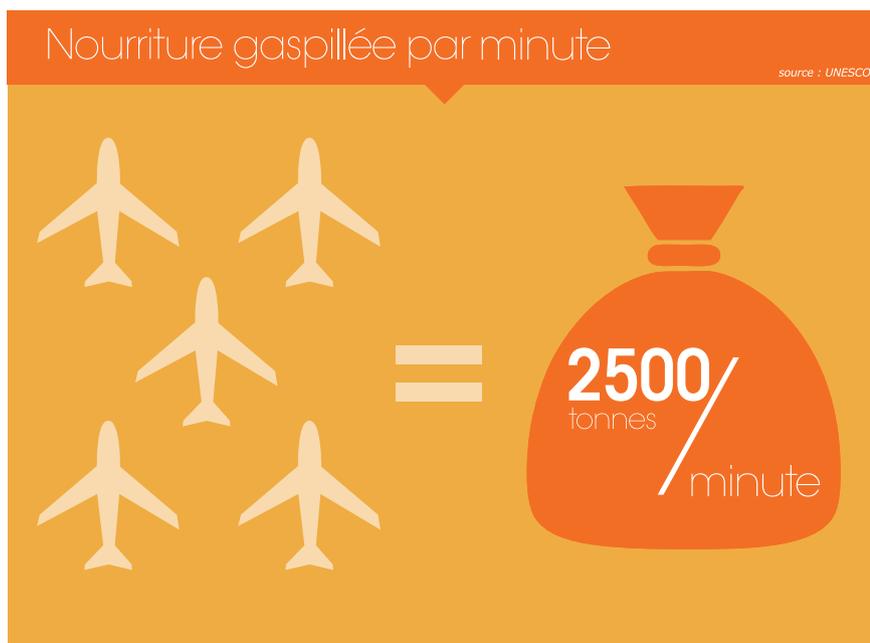
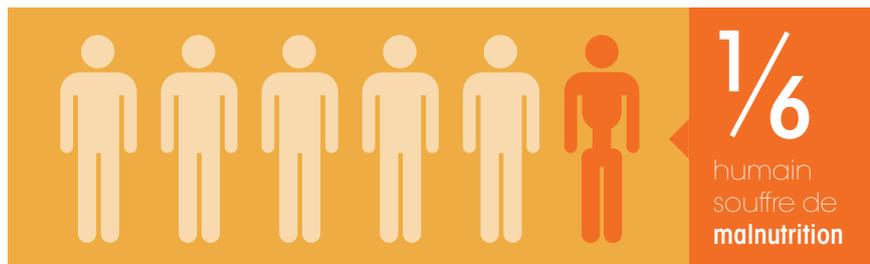
Dans la filière animale, le processus est encore plus choquant : on élève des animaux dans des conditions indignes, on les tue pour finalement envoyer leur viande à la poubelle. C'est un modèle de société absurde qui apparaît à la lumière du gaspillage alimentaire.

Dans une Europe où la pauvreté et la précarité alimentaire sont en constante augmentation, il est temps de proposer un autre système. Une Europe zéro gaspi, c'est ça, l'écologie!

**Europe Écologie propose l'obligation d'indiquer une date limite de vente sur chaque produit, en plus de la date de péremption.**

Les consommateurs auront ainsi un délai raisonnable entre l'achat et la date limite de consommation et pourront éviter le gaspillage.

Passée la date limite de vente, les produits toujours en rayons seraient mis gratuitement à disposition des consommateurs, ou alors donnés à des banques alimentaires.



# PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE DE QUALITÉ ET DE PROXIMITÉ

Le mode d'agriculture détermine ce qui arrive dans nos assiettes. Europe Écologie défend l'agriculture paysanne. Des producteurs locaux qui garantissent la qualité de leurs produits et la transparence d'une filière en circuits courts, un mode de distribution plus sûr et plus juste. Limiter les intermédiaires, c'est garantir un meilleur revenu pour les agriculteurs, et des produits moins chers pour les consommateurs.

## Objectif : 50 % de la PAC (politique agricole commune) pour l'agriculture durable

L'Europe joue un rôle clé : la politique agricole commune (PAC) est le premier budget de l'Union européenne. Il est urgent que 50% des fonds attribués à la PAC aillent à l'agriculture paysanne et aux circuits courts.

**La PAC néglige l'agronomie. La vie des sols, c'est le capital naturel de l'Europe.** Il nous faut réintroduire les légumineuses (pois, soja, luzerne) dans les rotations de cultures. Car ces plantes fixent l'azote de l'air dans le sol, jouant un rôle d'engrais naturel. Elles produisent aussi des protéines végétales très importantes pour l'alimentation animale. Aujourd'hui on importe, du Brésil notamment, du soja OGM pour répondre à ce besoin.

Enfin, l'agriculture est indissociable des paysans et paysannes qui la font. En Europe, c'est 14 millions d'emplois, dont la moitié sont menacés d'ici à 2020. L'accès au métier et, par là, l'accès à la terre est un enjeu à ne pas négliger. Si on souhaite maintenir l'emploi, les services publics, la vie dans les campagnes, il faut soutenir l'installation de nouveaux paysans.



**La PAC est le plus important budget de l'UE**  
avec environ 50 milliards d'euros par an, soit **40 % du budget total**



## Défendre les circuits courts, un modèle plus juste et plus écologique



# DÉFENDRE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Un modèle d'agriculture qui respecte l'homme et la terre est déjà à l'œuvre en Europe. L'agriculture biologique est un exemple à suivre et un système à défendre.

Il est important de se fixer un objectif commun : **30 % de production biologique en Europe pour 2030**. Cela ne sera pas facile pour les mauvais élèves comme la France qui plafonne à 5 % quand, avec les mêmes aides, l'Autriche est à 10 %.

Le cahier des charges de l'agriculture biologique inclut le refus des pesticides chimiques, le lien à la terre, la préservation de la biodiversité... Le label bio européen est devenu un enjeu économique. Les consommateurs qui souhaitent manger des produits de qualité se tournent de plus en plus vers le bio, au grand dam des industriels.

Son cahier des charges inclut le refus des pesticides chimiques, le lien à la terre, la préservation de la biodiversité... Il peut être revu pour harmoniser les contraintes agricoles, qui varient selon les pays. Mais il faudra être vigilants car les multinationales aimeraient le voir assoupli.

Pour elles, continuer à produire hors sol dans de très grandes fermes et bénéficier du label bio serait une aubaine.

L'Europe doit soutenir les démarches des paysans souhaitant aller plus loin dans ces cahiers des charges qualitatifs. Le bio, ce n'est pas seulement produire une alimentation saine, c'est aussi respecter ceux qui la font.

**Europe Écologie appelle à intégrer une mesure de l'impact social de l'activité agricole dans le cahier des charges du label bio européen.**

# PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ ALIMENTAIRE



En agriculture, la diversité est une nécessité. Or, le développement de fermes de plus en plus grosses tend à l'uniformisation des cultures. Il existe des centaines de variétés de blé. Et pourtant, les semenciers ne travaillent que sur une infime part de cette diversité, recherchant et brevetant des variétés adaptées aux grandes cultures et fournies avec les traitements nécessaires à leur bonne croissance.

La sélection mène à des situations absurdes. Pendant des années, des blés ont été sélectionnés pour leur richesse en gluten – plus il y a de gluten dans la farine, moins il est nécessaire de faire reposer la pâte à pain. Conséquence : de plus en plus de consommateurs développent des intolérances au gluten !

En lui-même, le gluten n'est pas toxique, mais comme pour le lait, le sucre, les graisses végétales ou animales, sa surconsommation est mauvaise pour la santé. Le corps humain a besoin d'une alimentation diversifiée, équilibrée. Les aliments

Notre corps  
a besoin  
d'une alimentation  
diversifiée  
et équilibrée.

ultra-sélectionnés répondent avant tout aux commandes des industriels : produire vite et massivement, masquer une qualité gustative et nutritionnelle en baisse.

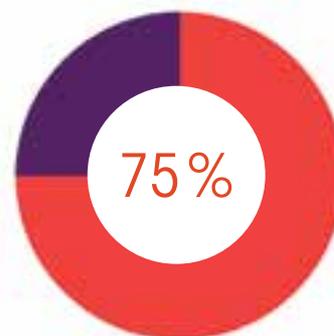
Idée reçue : les bons produits coûtent plus cher. En réalité, les grosses exploitations industrielles, qui produisent des aliments en grande quantité, mais de mauvaise qualité, sont très subventionnées quand les petits producteurs bio ne bénéficient de presque aucune aide. Faire cesser cette concurrence déloyale et néfaste pour le consommateur, c'est garantir des produits de qualité accessibles à tous.



## PROMOUVOIR LES SEMENCES PAYSANNES

Dans ce modèle qui s'uniformise, quelques paysans résistent. Ils cultivent des variétés adaptées à leur climat et à leur terroir : des légumes ou des céréales qu'il n'est pas nécessaire de doper aux engrais pour qu'ils poussent et soient riches en goût et en nutriments. **L'Europe doit protéger la biodiversité alimentaire comme un patrimoine commun essentiel à l'humanité.**

La culture des semences paysannes est menacée. Le système européen d'autorisation des semences ne doit pas être au seul service des multinationales semencières. Il doit permettre aux paysans de cultiver leurs propres semences.



Le marché mondial  
des semences  
est contrôlé à 75 %  
par 10 multinationales

# SANS POISSON, PLUS DE PÊCHEURS





**412 kg**  
C'est la quantité  
de poisson  
consommée  
en Europe  
chaque seconde.

Notre modèle de développement puise sans limite dans les ressources naturelles. Il cause 80% de la pollution des océans et appauvrit la biodiversité marine.

L'Union européenne dispose d'une immense façade maritime et de nombreux Européens vivent de la mer. Le poisson, aliment sain et reconnu pour ses qualités nutritionnelles, fait partie intégrante du patrimoine gastronomique des régions côtières et les Européens en consomment de grandes quantités.

Les institutions européennes hésitent à s'attaquer aux techniques de pêche productivistes. Pourtant, protéger les ressources, c'est protéger ce secteur économique et ceux qui en vivent.

**Mieux pêcher, c'est pêcher plus longtemps et plus durablement.**

L'évolution des techniques de pêche et l'augmentation de la demande ont bouleversé ce secteur. Les espèces ne se renouvellent plus. Des poissons consommés couramment il y a encore dix ans disparaissent de nos assiettes. La concurrence est rude entre les pêcheurs européens et les bateaux-usines internationaux, qui ne sont pas soumis aux mêmes règles. À cela s'ajoute la hausse des prix du carburant qui accentue la vulnérabilité des plus petits.

**Europe Écologie soutient la nouvelle politique commune de la pêche qui introduit une gestion plus durable des ressources**, du marché, des flottes et des filières. Il nous faut veiller à la reconstitution des stocks, privilégier la pêche artisanale, créatrice d'emplois, et protéger les pays du Sud du pillage de leurs eaux.

## LE SCANDALE DE LA PÊCHE EN EAUX PROFONDES

Sur ce marché tendu, l'industrie agro-alimentaire a choisi : pour pêcher plus, pêchons plus profond. De nouvelles espèces (siki, flétan noir, lingue bleue) ont ainsi fait leur apparition sur les étals. Ces poissons, souvent conditionnés directement dans des bateaux-usines, sont vendus en filets. Ainsi, impossible de s'apercevoir qu'ils ont été pêchés à plus de 1 000 m de profondeur.

Cela a nécessité une technique nouvelle, dite de chalutage profond : un grand filet racle le fond de l'océan, arrachant tout sur son passage. À bord, les prises sont triées et à 80% rejetées

à la mer. Mais elles ne survivent pas et les dégâts sont colossaux sur les fonds marins, très fragiles.

**Europe Écologie dénonce l'occasion manquée d'interdire le chalutage profond. L'Europe doit cesser de subventionner ces pratiques désastreuses pour l'environnement.**

L'engagement de certains groupes de distribution à renoncer au produit de cette pêche est un signal fort. L'Europe doit aider ce secteur à aller vers des alternatives moins nuisibles pour l'environnement et qui génèrent plus d'emplois.

# LA SANTÉ, UNE RESSOURCE À PROTÉGER



“LA SANTÉ EST UN ÉTAT  
DE COMPLET BIEN-ÊTRE  
PHYSIQUE, MENTAL ET  
SOCIAL, ET NE CONSISTE  
PAS SEULEMENT  
EN UNE ABSENCE DE  
MALADIE OU D’INFIRMITÉ.”

Définition  
de l’OMS  
(Organisation mondiale  
de la Santé)

**En matière de politique de santé,  
on oublie trop souvent l’essentiel :  
la bonne santé globale de chacun.**

Cet objectif passe le plus souvent après les moyens – la prise en charge des malades ou un accès égalitaire aux soins, par exemple.

**Les écologistes envisagent la santé d’une manière globale.** Soigner les symptômes est vain si les causes des maladies perdurent. La santé est une ressource qu’il faut préserver en misant avant tout sur la prévention.

L’Europe est confrontée à un accroissement de « maladies des modes de vie » : diabète, obésité, maladies cardiovasculaires, cancers, troubles musculo-squelettiques, maladie d’Alzheimer, etc.

Dans notre quotidien, de nombreux facteurs accentuent le risque de développer ces pathologies. L’Union européenne joue un rôle clé de régulateur dans ce domaine.

**Face aux pressions des lobbies de l’industrie,  
la volonté des citoyens d’avoir une vie plus saine  
doit s’affirmer.**

## LA PRÉVENTION EN 4 PRINCIPES CLÉS

### 1. Être attentifs à la qualité de notre alimentation et de l’eau que nous buvons.

Cela passe par :

- des normes européennes plus strictes, en particulier sur la teneur en nitrates et en pesticides de l’eau du robinet.
- un étiquetage plus détaillé : teneur en gras, en sel, en sucre, présence de composés chimiques (nitrates, conservateurs, exhausteurs de goût...).
- une étude indépendante d’ampleur sur les conséquences des OGM dans l’alimentation.

**2. Limiter l’exposition aux différentes substances chimiques nocives.** On pense immédiatement au tabac, mais n’oublions pas les différents produits chimiques présents dans notre environnement direct et contre lesquels il faut continuer à lutter : composés organiques volatils dans les peintures, solvants et constituants des colles, dans les revêtements de sol ou les meubles en bois aggloméré, etc. Le développement des éco-matériaux permettra de vivre dans des maisons saines.

**3. Réduire la pollution.** L’Europe doit réglementer plus strictement les niveaux d’alerte aux particules fines et aux oxydes d’azote qui rendent l’air irrespirable, et instaurer rapidement un plan de sortie de la dépendance au diesel pour faire évoluer le parc automobile européen vers un modèle moins polluant.

**4. Sortir du nucléaire.** Trois ans après la catastrophe de Fukushima, Europe Écologie rappelle combien cette sortie est nécessaire pour prévenir les risques graves liés à l’exposition aux radiations.

# Garantir l'accès à la santé pour tous

La liberté de choix est essentielle pour que chacun-e puisse être acteur de sa santé. Hélas, nombreux sont ceux qui n'ont pas cette possibilité.



L'accès aux soins en Europe est de plus en plus difficile. Les situations sont inégales et inégalitaires. En Grèce, par exemple, les hôpitaux ferment, les soins ne sont plus pris en charge. 800 000 personnes n'ont plus accès aux services de santé.

**Europe Écologie défend la mise en place d'un dispositif universel d'accès aux soins dans toute l'Europe.**

La solidarité européenne doit prendre le relais quand les politiques d'austérité provoquent des crises humanitaires.

Lutter contre la malbouffe, les produits cancérigènes ou la pollution fait, en théorie, l'unanimité. Pourtant, les écologistes se retrouvent le plus souvent seuls quand il s'agit de voter des règles plus restrictives au Parlement européen. Ils doivent faire face à des coalitions conservatrices qui défendent les intérêts des industriels, au détriment de la santé des consommateurs.

Le coût humain de l'absence de prévention est terrible. Le coût financier des soins est également colossal. La prévention permettra d'assurer la pérennité de nos systèmes de santé et un bien-être durable pour tous.

# Les médicaments ne sont pas des biens de consommation comme les autres

Le recours raisonné aux traitements médicamenteux est indispensable. La résistance croissante aux antibiotiques est un bon signe de la prise de conscience qui s'opère : non, les médicaments ne se « consomment » pas et leur usage doit être régulé.

Par ailleurs, les scandales successifs liés à des médicaments alertent les citoyens européens. Leurs conditions de mise sur le marché doivent être revues. Le système a besoin de transparence, d'études préalables approfondies et validées par des experts indépendants. Aujourd'hui, l'argument du secret commercial ou de la propriété intellectuelle sur les nouvelles molécules joue contre la santé publique. **La logique marchande classique ne peut s'appliquer à la santé.**

Le cadre européen en matière de contrôle sanitaire gagnerait à être profondément assaini. Il est urgent de

s'attaquer aux conflits d'intérêts entre les laboratoires pharmaceutiques et les organismes de régulation comme l'Agence européenne du médicament. Le Parlement européen doit continuer à faire pression pour garantir l'indépendance de ces institutions.

**On ne joue pas avec la santé des Européens. La sécurité et le droit des patients doivent pouvoir se défendre devant les tribunaux.**

Pour l'industrie pharmaceutique, le cadre juridique doit être clair, et se résume en trois principes : transparence, contrôle et sanctions exemplaires.

L'action collective sera rendue possible au niveau européen dans les scandales comme celui du Mediator ou des prothèses mammaires vendues par la société PIP, par exemple.

## Défendre le statut des médecines complémentaires

La mainmise de l'industrie pharmaceutique et de certains professionnels du milieu médical sur les questions de santé met en difficulté des méthodes de soin complémentaires et naturelles.

Les écologistes réaffirment la nécessité d'une place pour les médecines complémentaires : naturopathie, ostéopathie, phytothérapie, etc. et pour les thérapies non médicamenteuses, autant de pratiques où l'aspect préventif et global est valorisé.

**L'herboristerie traditionnelle est menacée. Les multinationales du médicament posent des brevets sur des molécules extraites de plantes qui sont utilisées depuis des millénaires. Cette privatisation de la biodiversité et d'un patrimoine de savoir qui appartient à l'humanité s'apparente à du vol.**

L'Europe doit accompagner celles et ceux qui souhaitent protéger naturellement leur santé et maintenir ces savoirs.

# QUE RESTE-T-IL DU PRINCIPE DE PRÉCAUTION ?

Le principe de précaution veut qu'on ne mette pas en libre circulation une substance ou une technologie avant d'avoir la garantie qu'il n'existe aucun risque. L'Europe revendique cette approche prudente. Elle met en priorité la santé, le bien-être et l'environnement des Européen-nes avant les intérêts économiques.

Cette logique est refusée par de nombreux pays, à commencer par les États-Unis qui fonctionnent à l'inverse : tout est autorisé, puis, si le danger est prouvé, les pouvoirs publics envisagent d'interdire. Mais l'Europe a renversé la charge de la preuve : ce n'est plus aux victimes de se retourner contre les industriels. C'est une petite révolution !

Le dispositif le plus connu en matière de principe de précaution s'appelle REACH (Enregistrement,

évaluation, autorisation et restriction des produits chimiques). Ce règlement a bouleversé l'industrie pétrochimique, cosmétique et agroalimentaire. Lors de sa mise en œuvre, les industriels ont bénéficié d'une longue période pour prouver l'innocuité de leurs produits. Ils en ont surtout profité pour en modifier la composition, anticipant l'interdiction prochaine de produits chimiques dont ils ne pouvaient pas prouver qu'ils étaient sans risque. Moralité : les industriels savaient parfaitement qu'ils mettaient les consommateurs en danger !

**Bisphénol A dans les biberons, parabens dans les cosmétiques et composants dangereux de plastiques alimentaires ou destinés aux jouets disparaissent peu à peu grâce à REACH. Mais il ne faut pas s'arrêter là.** Retirer les principaux produits cancérigènes de la circulation ne garantit pas que les substances restantes soient inoffensives.



D'autant que les études se basent sur des prérequis dépassés. Non, ce n'est pas forcément « la dose qui fait le poison ». On s'aperçoit aujourd'hui qu'une exposition, même très faible, à certaines substances à des périodes clés comme la grossesse peut avoir des effets pires qu'une forte exposition. Il y a également ce qu'on appelle « l'effet cocktail » : le mélange des substances qui crée des effets néfastes. Il faut refaire les tests à la lumière de ces données nouvelles.

Autre enjeu : l'impact sur le système hormonal humain et animal. Cette question ne se posait simplement pas auparavant. Les premières recherches se concentraient sur les risques de cancers et les risques pour le bébé lors de la grossesse.

Or on sait maintenant que certaines substances, notamment les pesticides, peuvent entraîner de graves troubles hormonaux et empêcher ou perturber la procréation.

**Europe Écologie demande un REACH II, plus rigoureux et plus large, imposant aux industriels de nouvelles recherches validées par des experts indépendants. On a vu avec les OGM l'importance du regard extérieur pour contrer la mauvaise foi des multinationales.**

Nous souhaitons également que le principe de précaution soit appliqué aux nouvelles technologies. Il est nécessaire d'interroger l'impact de l'usage des nanotechnologies qui envahissent notre quotidien.

Autre enjeu important : l'exposition aux écrans et aux ondes électromagnétiques, en particulier chez les jeunes enfants.

# INDUSTRIES INNOVANTES, LA CHANCE DE L'EUROPE



Il faut remettre l'industrie au cœur des objectifs européens. L'Europe doit sortir de l'illusion d'une économie uniquement basée sur les services qui laisse les « vieilles » industries quitter le continent les unes après les autres.

## **Objectif : 20 % d'emplois industriels en 2020**

L'économie de demain se prépare à tous les échelons. Les crises successives des industries d'hier – sidérurgie, pétrochimie, textile – ne remettent pas en cause l'avenir industriel de l'Europe.

L'Europe dispose de l'un des outils productifs les plus performants au monde dans des secteurs innovants et durables, comme celui des transports en commun. Il faut renforcer cette dynamique en inventant les usines du futur, économes en ressources, non polluantes et assurant de bonnes conditions de travail, et en valorisant les savoir-faire des ouvriers européens.

**Cette nouvelle industrie pourra voir le jour si le parc des machines-outils est modernisé** – ce qui demandera des investissements massifs. Cela permettra de produire mieux, avec moins de ressources, et de proposer de nouveaux produits : tramways, bus propres, éoliennes, éco-matériaux, matériaux innovants à disposition des secteurs clés comme l'isolation des bâtiments ou l'automobile. Des financements européens existent déjà, mais ils sont très mal utilisés. La Banque européenne d'investissement

doit avant tout accompagner les PME et les TPE dans la transition écologique.

**Ce sont ces petites structures, innovantes, mobilisées et ancrées dans les territoires qui doivent être soutenues dans leur développement.**

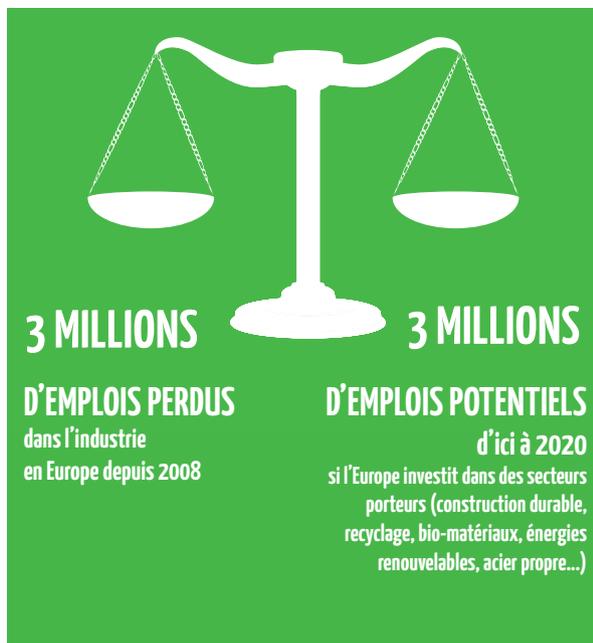
Les multinationales sont, elles, suffisamment équipées pour accéder à des financements bon marché et tirer profit des subventions publiques et de l'optimisation fiscale.

**Pour faciliter la transition de l'industrie à celle de demain, il faut adapter nos outils juridiques et sociaux.**

De nombreux salariés sont confrontés à la fermeture de leur usine. Pour sortir du fatalisme, il faut innover. Transformer un site industriel prend du temps : modifier les bâtiments et dépolluer quand c'est nécessaire, changer les machines, réorganiser la production et les ressources humaines... tout en préservant le patrimoine immatériel qu'est la compétence des salariés.

À travers le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, l'Europe indemnise partiellement les travailleurs victimes de délocalisations, mais elle devrait surtout veiller à ce que la production reste sur son territoire.

**C'est pourquoi Europe Écologie propose que l'Europe garantisse aux salariés un revenu de transition pendant le temps de conversion de leur entreprise.**



**Fonds européen d'ajustement  
à la mondialisation**

=

**21,4 millions  
d'euros par an**

Tripler ce budget pourra assurer  
un revenu de transition  
aux salariés européens pendant le temps  
de la conversion de leur entreprise

## PAS D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE SANS INNOVATION SOCIALE

Les problématiques industrielles ne sont pas assez pensées sur le long terme. Par manque d'anticipation, on sauve ce qu'on peut, on décale une fermeture de quelques mois... La gestion à court terme doit faire place à des stratégies industrielles misant sur des progrès techniques et sur l'innovation sociale.

Les innovations techniques n'émergent pas toutes seules. Il est urgent de doter la recherche fondamentale de moyens suffisants et de respecter l'objectif de 3% du PIB consacrés à la recherche et développement que l'Europe s'était fixé. Dans ce domaine, la concurrence entre pays européens, membres d'un marché unique, n'a pas de sens.

L'Europe doit promouvoir ce qui se fait de mieux en termes d'innovation sociale, notamment en favorisant le système coopératif. La place des salariés dans les instances dirigeantes des grandes entreprises doit être renforcée. Partout sur les territoires, il est possible de faire émerger une économie sociale et solidaire de proximité, créatrice d'emploi.

Il faut soutenir l'investissement socialement responsable (ISR). Certes moins rentable immédiatement, il tient compte du long terme et de critères environnementaux, sociaux (écarts de revenus, conditions de travail, précarité...) et de gouvernance.

**Europe Écologie propose de créer une agence européenne de notation sociale pour mettre en avant les bonnes pratiques et faciliter l'accès des entreprises responsables aux financements.**

Le marché européen est le premier du monde. Il se doit donc de tirer la production mondiale vers le haut, socialement et écologiquement. L'Europe a commencé à imposer des critères sociaux et environnementaux à ses marchés publics. La commande publique représente un quart de l'économie européenne, c'est donc un outil essentiel de la transition écologique.

L'Europe se doit également de protéger les salariés et l'environnement ici et ailleurs, en conditionnant l'accès au marché européen à des minima sociaux et environnementaux reconnus dans le monde.

**Europe Écologie demande d'interdire d'ici à cinq ans l'importation en Europe de biens venant de pays qui ne respectent pas la liberté syndicale et les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.**

Nous ne voulons pas d'une autre catastrophe comme celle du Rana Plaza au Bangladesh.

**Europe Écologie propose également d'introduire une taxe carbone aux frontières de l'Europe pour mettre fin à la délocalisation de la pollution orchestrée par les entreprises européennes.**

# FACE À L'ÉPIDÉMIE DES GPI...



LES GRANDS PROJETS INUTILES IMPOSÉS

## FRANCE



• **Notre-Dame-des-Landes** : aéroport.



• **Biarritz** : site Natura 2000 menacé par un futur parking.



• **Flamanville** : EPR (centrale nucléaire).



• **Penly** : EPR nouvelle génération.



• **Bure** : centre d'enfouissement de déchets nucléaires.



• **Cadarache** : projet ITER (nucléaire) sur une zone sismique.



• **Pézenas** : construction d'un centre commercial sur des vignes.



• **Corse** : port de commerce de carbonite à Bastia.

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE



• **Temelin** : extension de la centrale nucléaire.



• **Brno** : construction d'un centre Amazon sur des terres fertiles et cultivées.

## ITALIE



• **Turin-Lyon** : ligne TGV.

## ALLEMAGNE



• **Stuttgart** : destruction de la gare pour l'enfouir en sous-sol.



• **Berlin** : aéroport BER Berlin-Brandenburg.

## BELGIQUE



• **Lessines** : station de ski intérieure.

## GRANDE-BRETAGNE



• **Heathrow** : extension de l'aéroport.



• **Kingsnorth** : extension de la centrale de charbon.



• **Ratcliffe-on-Soar** : centrale de charbon.

## POLOGNE



• **Forst** : stockage de carbone à la frontière avec l'Allemagne.

## ROUMANIE



• **Rosa Montana** : mine.

## GRÈCE



• **Stageira-Akanthos** : mine d'or menaçant 3 000 hectares de forêt. (liste non exhaustive)

# OUI À L'EUROPE DES PROJETS UTILILES

Les Grands Projets Inutiles Imposés (GPII) sont une espèce redoutable, et malheureusement en pleine expansion. Ce sont ces projets d'infrastructure surdimensionnée et coûteuse, généralement largement financés par des fonds publics et qui nécessitent des travaux considérables, le plus souvent au mépris de l'environnement et des habitants du territoire concerné.

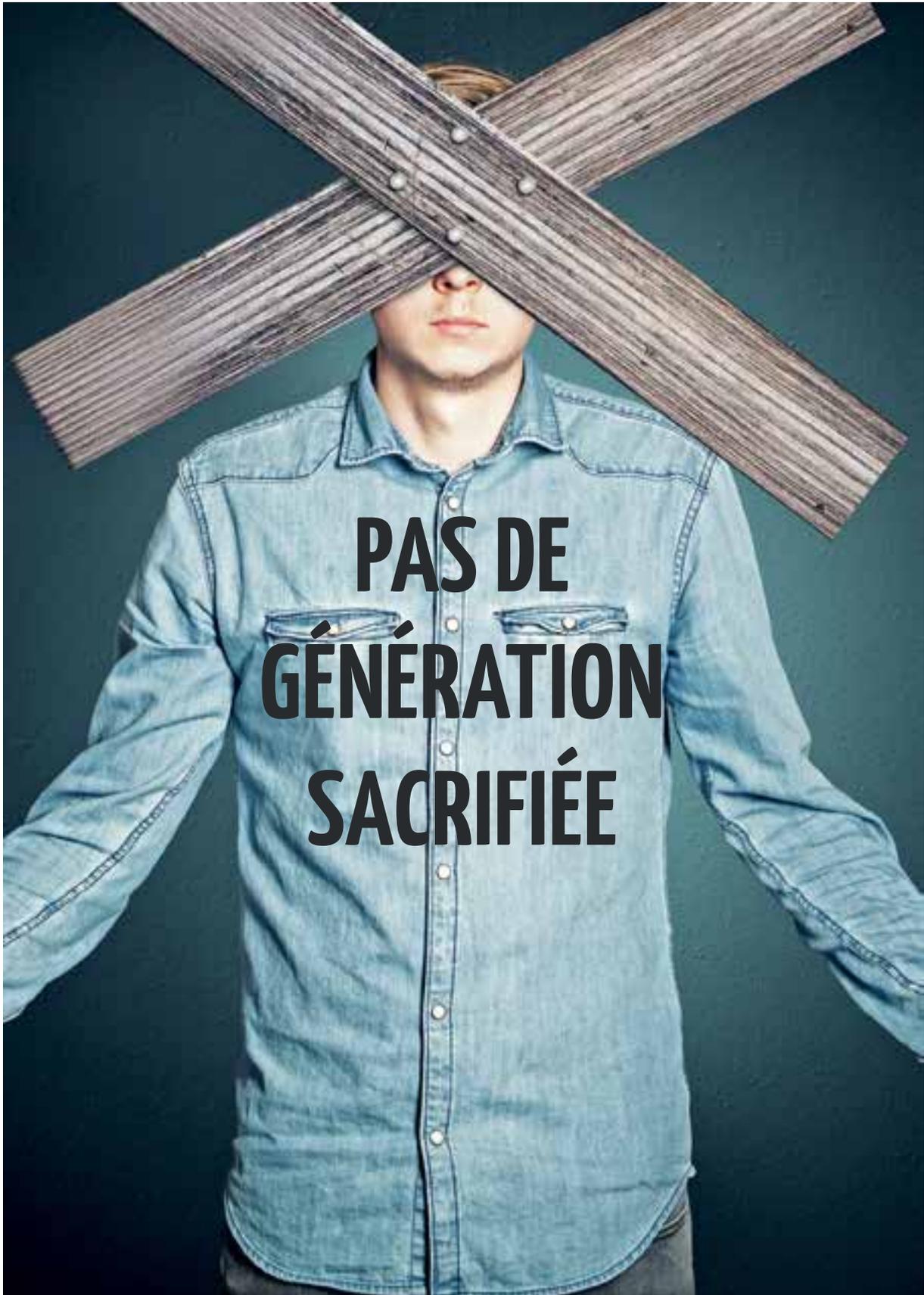
Banque européenne d'investissement, Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, « project bonds »... Derrière ces organismes se cachent plusieurs dizaines de milliards d'euros d'investissement dans les transports, l'énergie et la communication.

Mais ceux-ci sont siphonnés par quelques GPII. Le train à grande vitesse Lyon-Turin coûterait ainsi plus de 26 milliards d'euros aux contribuables... 3 milliards de plus que l'enveloppe globale dédiée aux transports dans toute l'Europe pour les 7 prochaines années! Quant au projet ITER, son budget a triplé pour atteindre 15 milliards d'euros, sans aucune garantie que la fusion nucléaire soit un jour une technologie viable.

Les luttes citoyennes et écologistes s'organisent aujourd'hui dans toute l'Europe contre ces projets dépassés : ici un aéroport, là un stade ou une autoroute. Ils incarnent un modèle politique dont les citoyens ne veulent plus, où les décisions sont prises en haut, sans réflexion sur l'impact des chantiers sur les territoires et où les intérêts privés priment sur ceux des habitants.

**Europe Écologie réaffirme son opposition aux GPII tels que l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou la ligne TGV Lyon-Turin.**

Partout en Europe, luttons pour des investissements responsables, durables, qui tiennent compte des usagers et de leurs besoins d'aujourd'hui et de demain. Les fonds européens doivent être utilisés pour des projets utiles que les États rechignent à financer. Parfois, rénover quelques kilomètres de ligne améliorerait sensiblement une interconnexion. Investissons dans ces milliers de chaînons manquants qui permettraient par exemple aux travailleurs de prendre le train plutôt que la voiture pour des trajets quotidiens transfrontaliers.



**PAS DE  
GÉNÉRATION  
SACRIFIÉE**

Ils sont des millions en Europe, ont entre 16 et 30 ans et sont les deux pieds dans la crise.  
C'est dans leurs rangs que la situation sociale difficile de l'Europe a fait le plus de dégâts.

On leur a assuré qu'en travaillant dur à l'école, en faisant de bonnes études, ils s'en sortiraient.

Mais la réalité est là : précarité, faibles salaires, manque de reconnaissance sociale,  
absence de perspectives... Et pour les décrocheurs, c'est pire encore.

**EUROPE ÉCOLOGIE REFUSE LE FATALISME.**

**L'EUROPE N'A PAS LE DROIT D'ABANDONNER SA JEUNESSE.**

La génération qui émerge aujourd'hui devra trouver les solutions à la crise,  
car ceux qui l'ont causée n'y parviennent pas.

Les héritiers des Trente Glorieuses refusent de sortir des cadres  
de la société de croissance infinie qu'ils ont connue.

Dans leur jeunesse, consommation rimait avec bonheur et plein emploi.

On agissait à court terme, sans jamais penser aux conséquences  
économiques, sociales et environnementales.

**AVEC LES JEUNES D'AUJOURD'HUI, ET POUR LES GÉNÉRATIONS À VENIR, L'EUROPE DOIT AGIR.**

## FAIRE CONFIANCE, FORMER, ACCOMPAGNER

La formation ne doit plus être vue comme linéaire. Mélanger les savoir-faire théoriques et pratiques permet d'innover et de s'adapter à un marché du travail en constante évolution. Pour penser le monde de demain, il faut étudier autrement et revaloriser les filières professionnelles. Le nombre de diplômés qui souhaitent reprendre des formations professionnelles est en augmentation : c'est un très bon signe. Il faut savoir entretenir l'envie d'apprendre, d'expérimenter et d'entreprendre.

**Europe Écologie propose un compagnonnage européen, comme un Erasmus non-étudiant.**

**À l'image d'Erasmus, réservé aux étudiants universitaires, nous proposons de créer un programme permettant aux jeunes d'acquérir des savoir-faire dans un autre pays européen :** mécanique, charpente, plomberie, travail du métal... C'est l'occasion de découvrir d'autres manières de travailler, d'apprendre une langue étrangère, de grandir en voyageant.

Aujourd'hui, l'école a le défaut de ne pas apprendre à rebondir, à inventer. Il n'y a pas de droit à l'échec. Comment imaginer que l'avenir d'un jeune puisse se jouer à 16 ans ? S'il sort définitivement de tout processus scolaire, il ne pourra pas faire face aux contraintes de la société. Il faut organiser des allers-retours, valoriser

l'expérience professionnelle, les voyages, l'engagement associatif, le volontariat. Un système européen de validation d'acquis faciliterait l'embauche, à travers l'Europe, de jeunes aux parcours atypiques. C'est ce que les entreprises européennes demandent : des profils originaux, des compétences diversifiées, une grande capacité d'adaptation.

## REVALORISER LES STAGES

De plus en plus d'entreprises profitent des stages pour camoufler de l'emploi qualifié. Cela n'est pas acceptable. Ces « postes de stagiaires » sont à des kilomètres de l'esprit de partage et d'expérience qui doit définir cet accès au marché du travail. Et ils mettent stagiaires et jeunes chômeurs en concurrence.

**L'Europe doit encadrer cette pratique : tout stagiaire doit être rémunéré à un niveau correspondant à ses qualifications,** dès son premier jour de stage, et bénéficier d'une protection sociale équivalente à celle des salariés.

## SOUTENIR LA CRÉATION D'ENTREPRISE

Trouver un financement bancaire avant 30 ans pour créer son entreprise est presque impossible. Selon les pays, les régions, des dispositifs d'aide émergent. Il est urgent d'harmoniser le soutien aux jeunes créateurs d'entreprise au niveau européen. Les PME de demain n'ont pas encore vu le jour ! Permettre des projets de création d'entreprise entre jeunes Européen-nes, c'est se donner une chance supplémentaire de trouver des solutions à la crise.

# L'EUROPE SOCIALE : MAINTENANT !

Le marché commun va mal. La coopération économique vertueuse s'est effacée devant la concurrence entre États membres. L'espoir d'un alignement sur les meilleurs standards s'est évanoui avec la course au dumping social. Il est urgent de briser ce cercle vicieux et de proposer un vrai modèle social européen.

**Europe Écologie défend l'émergence d'une Europe de la justice sociale à travers une convergence des salaires, des conditions et du temps de travail et, à terme, de la couverture sociale.**

La promesse de prospérité partagée suppose une coopération pour faire converger progressivement les salaires et les niveaux de vie. Alors que 21 des 28 pays européens ont un salaire minimum, l'écart entre eux varie de 1 à 12.

**Europe Écologie propose l'adoption d'un salaire minimum européen basé, dans un premier temps, sur un ratio du pouvoir d'achat qui garantisse un niveau de vie décent.**

Tous les cinq ans, ce ratio sera réévalué pour atteindre, à terme, le même niveau dans toute l'Union européenne. De même, les salariés européens ne sont pas égaux face à l'assurance-chômage.

**Europe Écologie soutient la création d'un fonds européen d'indemnisation chômage qui garantira à tous les salariés une indemnisation minimale.**

Les États membres resteront bien sûr libres d'accorder un niveau plus élevé d'assurance-chômage à leurs citoyens.



## TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

En matière de dumping social, la directive sur les travailleurs détachés sème le trouble parmi les salariés de l'UE.

À l'origine, le principe du détachement est louable : une entreprise qui déplace un travailleur pour une période courte doit respecter le Code du travail et le salaire minimum du pays d'accueil, tout en payant les contributions sociales dans son pays d'origine. Or, un pays qui offre peu de prestations sociales (indemnités chômage, santé, etc.) demande peu de cotisations aux employeurs.

Tout entrepreneur est alors « incité » à embaucher des salariés issus de ces pays à la protection sociale « low cost ». Dans le bâtiment, où le coût de la main-d'œuvre représente 50% des charges

des employeurs, l'effet de cette directive s'est rapidement révélé désastreux.

**Europe Écologie demande que les conditions soient durcies pour les entreprises européennes bénéficiant de cette directive.**

Elle ne doit pas s'appliquer aux contrats précaires. Les salariés détachés doivent disposer de conditions d'accueil et d'hébergement dignes ; et leurs droits à la représentation syndicale doivent être garantis. Pour limiter les fraudes, déjà fréquentes, un contrôle étroit sera appliqué pour les entreprises faisant appel à ces travailleurs étrangers, directement ou par l'intermédiaire de sous-traitants.

## HARMONISER ET AMÉLIORER LE DROIT DU TRAVAIL

Les normes sociales sont différentes à travers l'UE. L'harmonisation du droit du travail, et à travers lui des conditions de travail que nous désirons en Europe, est un enjeu de premier plan. La différence de droits entre les salariés européens constitue d'abord une inégalité de traitement. Selon le pays, un chauffeur routier peut aujourd'hui conduire 30% de plus qu'un autre. Mais la fatigue, les risques encourus sont les mêmes pour tous. L'Europe doit servir à améliorer les conditions de travail des salariés issus de pays aux cadres laxistes. L'alignement sur les standards sociaux les plus exigeants offrira à tous les salariés européens une dignité au travail et cassera les logiques de concurrence entre eux.

C'est ensemble, au niveau européen, que tous les travailleurs pourront faire avancer le droit du travail. La marge de progrès est importante, y compris dans les pays qui se croient les mieux-disants. Il est par exemple urgent de faire avancer le droit en matière de risques psychosociaux (surmenage, dépression, harcèlement...) et de non-discrimination. L'harmonisation ne passera pas par un compromis moyen qui ferait régresser les pays les plus avancés.

### **Europe Écologie demande l'instauration d'une clause de non-régression sociale.**

Si l'Europe impose un standard minimum, les pays qui le dépassent déjà ne pourront pas revenir en arrière : l'objectif de l'Europe sociale est de progresser ensemble, pas de s'aligner sur le plus petit dénominateur commun.

## RENFORCER LES CONTRÔLES

La fraude aux contributions sociales et les infractions au Code du travail pénalisent tous les salariés : manque de sécurité, heures supplémentaires non rémunérées, rythmes de travail indécentes... La précarité accentue ces situations car les salariés n'ont pas les moyens de défendre leurs droits.

### **Europe Écologie propose de mettre en place un service européen de l'inspection du travail doté de moyens suffisants.**

Les entreprises contrevenantes seront pénalisées, mais elles seront en outre placées sur une liste noire leur interdisant l'accès aux marchés publics européens.

## RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

L'Europe crée des richesses. Malgré la crise, des milliards d'euros sont générés chaque année par notre économie. Malheureusement, le partage de ces richesses est de plus en plus inégal. Une fois le capital (les actionnaires) rémunéré, il reste bien souvent trop peu pour investir dans l'avenir ou rémunérer dignement les salariés. Quant au partage du travail, il n'est pas plus équitable, et le nombre de chômeurs croît dans toute l'Union européenne.

### **Pour réduire ces inégalités et donner du sens à l'économie, Europe Écologie se bat pour une réforme majeure : la mise en place d'un revenu maximum.**

Il n'est pas possible que, dans une même entreprise (privée ou publique), surtout en période de crise, l'écart entre les plus hauts et les plus bas salaires soit de 1 à 100. Pour casser cette dynamique, le salaire minimum ne suffit pas, il faut aussi un salaire maximum. **Nous proposons de le fixer à 30 fois le revenu médian.**

La grande pauvreté est un autre enjeu social très fort. À l'échelle des richesses produites aujourd'hui, elle est inadmissible. Comment peut-on accepter que dans nos sociétés d'abondance, autant d'enfants européens vivent sous le seuil de pauvreté ?

### **Europe Écologie propose la mise en place d'un revenu universel de base.**

Dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme, cette dotation mensuelle sera versée à tous les adultes et tous les enfants pour les aider à répondre à des besoins essentiels : se loger, manger, se soigner, s'habiller. Fixée au moins au niveau du seuil de pauvreté, elle répond à une urgence sociale et offre à toutes et tous de nouvelles possibilités.

En effet, si vous avez un emploi, le revenu de base vous permettra, si vous le souhaitez, de réduire un peu votre temps de travail, sans perte conséquente de revenus, pour vous consacrer à l'accompagnement d'un proche (personnes âgées, personnes handicapées), au bénévolat dans une association, etc.



**Je ne tolère pas l'intolérance.  
Je suis hongroise.**

**Je suis européenne.**

EUROPEANGREENS.EU/  
DEMOCRACY

**CHANGER D'EUROPE:  
VOTEZ ÉCOLO.**



**PARTI VERT  
EUROPÉEN**



**EUROPE,  
ZONE  
DE DROITS**

Directives, décisions, règlements, recommandations et rapports, l'Europe est un univers normatif. Cette image d'une bureaucratie froide ne doit pas faire oublier l'importance de l'Europe comme zone d'extension des droits et des libertés publiques.

Les événements récents en Ukraine le rappellent : à ses frontières et parmi ses membres, l'Europe doit rester vigilante et intraitable sur les droits fondamentaux – liberté d'expression, de la presse, de réunion, d'association...

Viktor Orban a été rappelé à l'ordre pour avoir mis à mal les droits et libertés politiques en Hongrie. C'est un signal fort. L'Europe doit se doter d'un dispositif de veille réactif et contraignant. Les critères d'entrée dans l'UE, dits « critères de Copenhague », sont très stricts, mais comment garantir le maintien des droits dans les pays déjà intégrés ? Comment assurer un progrès ?

**Europe Écologie souhaite que l'Agence européenne des droits fondamentaux puisse proposer des sanctions en cas de mise en danger de l'État de droit dans les États membres.**

En matière de droits des femmes, le combat à mener reste immense. Dans la sphère privée, professionnelle ou familiale comme dans la sphère publique, 260 millions d'Européennes peinent à faire respecter leurs droits. Les conservateurs des quatre coins de l'Europe sont à pied d'œuvre pour faire reculer les droits acquis et empêcher toute nouvelle avancée.

**Europe Écologie propose la création de la « clause de l'Européenne la plus favorisée ».**

Le droit européen serait aligné sur le pays le plus en avance sur chaque domaine. Le champ est vaste : droit à l'avortement et accès libre et gratuit à la contraception, lutte contre toutes les formes de violence envers les femmes, conciliation de la vie professionnelle et familiale en harmonisant notamment la durée du congé maternité (20 semaines) et en introduisant un congé paternité de 2 semaines, égalité salariale, représentation dans les institutions, les médias, les entreprises...

L'adoption d'une Charte européenne des droits des femmes rendra ce dispositif contraignant.

Le combat pour l'égalité femme-homme nécessite une représentation plus équitable dans l'ensemble des instances dirigeantes politiques et économiques. L'autorégulation ne suffit pas. L'Europe doit adopter un minimum légal de 40% de femmes au sein des instances dirigeantes des entreprises de plus de 500 salariés dans toute l'Union. Les institutions européennes doivent donner l'exemple. La prochaine Commission européenne devra respecter la parité intégrale stricte.

**L'Europe doit avant tout défendre les droits des plus vulnérables de ses citoyens. La convention internationale des droits de l'enfant doit être scrupuleusement respectée.**

50 millions de personnes handicapées en Europe ne sont pas traitées comme des citoyens à part entière. Il faut respecter leurs droits à l'éducation, à la mobilité, à l'accès aux soins, à la protection sociale, à la culture ou au logement, sans oublier l'emploi et la formation. Les normes européennes doivent être plus contraignantes pour que chacune et chacun trouve sa place.

L'Europe doit également se tourner vers celles et ceux qui, socialement, souffrent le plus des inégalités : précaires, sans-abri, sans-papiers, populations marginalisées... N'oublions pas que Nicolas Sarkozy avait été sommé de modifier sa politique vis-à-vis des Roms car elle « portait atteinte aux valeurs de l'UE ». L'UE ne doit pas hésiter à sanctionner les États réfractaires (trouver synonymes) pour que soit mis un terme à leur exclusion et à la discrimination permanente à l'égard des Roms.

**Non aux discriminations ! Une protection juridique contre toute discrimination est essentielle : qu'elle soit basée sur le sexe, l'origine, l'appartenance supposée à une minorité ethnique ou culturelle, la religion, le handicap, la santé, l'âge, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Pourtant, depuis 2008, les États bloquent l'adoption d'une directive en ce sens, contre la volonté du Parlement européen.**

# POUR UNE CHARTE EUROPÉENNE DES DROITS NUMÉRIQUES

Internet bouleverse la notion de droit. Cet espace public inédit interroge les États, les citoyens. Il éveille aussi inquiétude et appétit marchand. Les outils juridiques doivent s'adapter pour défendre les droits et les libertés.

## LIBERTÉS

Il est urgent de préserver la vie privée des citoyens européens. La protection des données personnelles et le droit à l'oubli deviennent un enjeu technique autant que juridique. L'affaire Snowden a mis en évidence l'importance de donner un statut juridique aux lanceurs d'alerte. Ses révélations concernant les écoutes américaines sur les principaux leaders politiques européens interrogent fortement la capacité de garantir des droits fondamentaux à l'heure d'Internet et des réseaux mobiles.

## JUSTICE

L'État de droit doit s'étendre à l'espace numérique. Une juridiction adaptée doit pouvoir intervenir, de manière homogène, sur le territoire européen. Dans différentes

affaires (Copwatch, WikiLeaks), l'hébergeur a été mis en cause. Pourtant, il n'est en rien responsable du contenu des sites qu'il héberge.

De la même manière, les réseaux sociaux augmentent régulièrement leur degré de censure « préventive » sur les images et propos mis en ligne par les internautes. Cette entrave potentielle à la liberté d'expression pose un problème de droit : qui peut juger ce qui est légal ou non selon le droit européen ? Assurément pas Twitter ou Facebook. C'est le rôle du juge et cette fonction doit être confortée.

## TRANSPARENCE

L'Europe doit défendre la neutralité du Net qui garantit un traitement égalitaire de l'information, sans censure politique ou économique. Le rôle joué par le web lors des révolutions arabes a montré qu'il est l'outil démocratique par excellence. Le traitement de l'Internet dans les dictatures partout dans le monde laisse deviner le sort qui pourrait lui être réservé. L'Europe doit saisir avec Internet l'opportunité unique de progresser en termes de transparence, de droit et d'accès à l'information.

# L'EUROPE, C'EST NOUS !

Pour faire avancer la démocratie, il faut casser la logique de la question qui vient d'en haut, comme dans un référendum où on ne peut répondre que "oui" ou "non". Voici 4 propositions concrètes pour un modèle basé sur l'échange et la participation directe des Européens.

Et si chacun-e de nous faisait l'Europe ? Un lien direct et régulier avec les institutions est possible si l'on développe des mécanismes qui facilitent les échanges. Les institutions doivent aussi être à l'écoute et respecter les messages qui leur sont envoyés. Les pétitions adressées par les citoyens aux parlementaires européens sont un outil efficace pour relayer les demandes de la société civile. La procédure d'enquête européenne sur Notre-Dame-des-Landes a par exemple été lancée suite au dépôt de pétitions auprès du Parlement européen.

## 1. Renforcer l'initiative citoyenne européenne (ICE)

L'ICE est un nouvel outil de démocratie participative, soutenu de longue date par les écologistes. Elle permet à 1 million de citoyens, issus d'au moins un quart des pays de l'Union, de demander à la Commission européenne qu'elle propose une nouvelle loi sur le thème de leur choix. La première ayant réuni assez de signatures est « L'eau est un droit humain », demandant qu'elle soit reconnue comme un bien commun et que son approvisionnement et son assainissement sorte de toute logique marchande.

Malgré ce succès, la Commission a récemment publié une réponse décevante, en demi-teinte, dénoncée par les écologistes. Pour éviter que la volonté citoyenne ne soit ainsi sapée, **nous proposons de transformer cet outil en véritable pouvoir d'initiative législative citoyen**. Ainsi, la Commission aurait pour unique rôle de contrôler la légalité du texte, qui serait ensuite directement soumis au Parlement européen et au Conseil, comme toute proposition législative.

## 2. Des référents locaux de l'Union européenne

L'Europe influe sur les politiques nationales et locales. Pourtant, les institutions européennes manquent de proximité. **« Bruxelles à deux pas de chez moi », c'est l'idée des référents locaux**. Chaque ville de plus de 10 000 habitants désignerait un interlocuteur dédié aux questions européennes. Son rôle ? Vous renseigner, faire

remonter vos inquiétudes, vous aider dans vos démarches vis-à-vis de l'Union européenne, notamment pour accéder aux fonds européens.

## 3. Un an d'Europe pour tous !

Pour de nombreux Européens, l'Europe rime avec frontières. Mais on pense souvent à celles qui sont tombées. Or, si passer la frontière pour un séjour touristique est devenu naturel, la mobilité professionnelle est bien plus difficile. La maîtrise des langues étrangères et l'opportunité de trouver un emploi suffisamment rémunéré dans un autre pays de l'Union limitent une mobilité effective et durable. Pour les Européens les moins qualifiés, travailler ailleurs veut souvent dire précarité et bas salaires.

Les écologistes défendent la mobilité européenne. Elle constitue un pilier de l'espace européen, et donc de son identité. Pour conforter l'identité européenne, rien de mieux que de permettre à chacun-e de vivre dans un autre pays d'Europe.

**Europe Écologie propose le financement d'un dispositif de mobilité qui accompagnerait administrativement et financièrement un an de mobilité pour les Européens de tous âges.**

## 4. Une citoyenneté européenne de résidence

L'harmonisation de la citoyenneté européenne est un long débat. Droit du sol, droit du sang, les cultures de l'accès à la citoyenneté sont diverses et font débat.

**Pour dépasser ces clivages, Europe Écologie propose une citoyenneté européenne de résidence.**

Toute personne résidant depuis plus de 5 ans en situation régulière dans un des pays de l'Union européenne pourra bénéficier de la citoyenneté européenne : droit de vote et d'éligibilité aux élections européennes et municipales, liberté de circuler, d'étudier et de travailler dans toute l'Europe.



# CHANGER LE QUOTIDIEN

Les lois européennes  
ont un impact au quotidien.  
Europe Écologie propose de  
concentrer l'action de l'UE pour  
améliorer la vie des habitants.

## LE LOGEMENT, PRÉOCCUPATION N° 1 EN EUROPE

Pour que le droit au logement s'applique à tous les Européens, **Europe Écologie propose la création d'un fonds européen du logement social et écologique.**

Dans le même temps, il est nécessaire de mieux coordonner l'action des États en matière de lutte contre la précarité énergétique. Un travail de fond est également à mener pour proposer un hébergement d'urgence aux personnes sans-abri.

## ÉGALITÉ DES TERRITOIRES, ENCORE UN EFFORT

L'Europe doit travailler à un rééquilibrage des territoires. La « cohésion territoriale » est essentielle. Personne en Europe ne doit se sentir à l'écart. Il s'agit de concentrer les aides européennes sur les régions en décrochage, en particulier les quartiers populaires de banlieue et les zones rurales isolées.

Les fonds existent : Fonds européen de développement économique et régional (FEDER), Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), Fonds social européen (FSE)... Il faut simplement rendre leur répartition plus équitable.

Modifier les critères d'attribution permettrait de les réorienter vers des modèles d'agriculture durable et de diversifier les activités économiques dans les campagnes. Pour les zones péri-urbaines, le développement de moyens de transport dans un maillage plus dense aidera à désenclaver certains quartiers. Enfin, la lutte contre la pauvreté doit rester une priorité pour limiter le découpage social des zones urbaines.

## SERVICE PUBLIC, VERS UN MODÈLE EUROPÉEN

Partout en Europe, les écologistes défendent la notion de service public. Non, tous les services ne sont pas destinés à être échangés sur un marché. Santé, éducation, transports en commun : offrons aux Européens des services du bien vivre au quotidien.

## CONSOMMER RESPONSABLE

En matière de consommation, une évolution du cadre juridique est nécessaire et demandée par tous. Il faut avant tout responsabiliser les industriels, faire évoluer leur culture. Consommer responsable, c'est consommer durable. Mais le client n'a pas toujours le choix.

Il est urgent de s'attaquer à la pratique de l'obsolescence programmée. Ce principe, qui donne une durée de vie limitée aux appareils, est une aberration. Il faut en finir

avec ces pièces créées pour casser dans l'année ou les deux ans, impossibles à remplacer et qui obligent à racheter le même appareil neuf.

**Europe Écologie demande que l'Union européenne impose une garantie obligatoire de 5 ans pour les petits appareils et de 10 ans pour le gros électroménager.**

Les pièces de rechanges devront être disponibles au minimum 10 ans.

## ACTION DE GROUPE

En cas d'abus, les consommateurs doivent pouvoir défendre leurs droits. Unis, les consommateurs européens pourront faire reculer les multinationales.

**Europe Écologie propose la généralisation à toute l'Europe de dispositifs juridiques d'action de groupe.**

## ÉCO-CONCEPTION

Pour tous les produits, l'éco-conception doit devenir la règle. L'Europe doit encadrer la production en privilégiant des matériaux recyclés et en interdisant ceux qui ne sont pas recyclables. Autre objectif pour protéger l'environnement : limiter le suremballage et l'utilisation massive de sacs plastiques. Imposons ces critères aux industriels pour éviter aux consommateurs de payer le retraitement des déchets.

## RECYCLAGE

Celui-ci est d'ailleurs très inégal selon les pays. Les pays européens doivent s'aligner sur les meilleures pratiques. L'Europe ne peut pas se contenter de fixer des objectifs. Le tri doit être rendu obligatoire partout. Il faut d'urgence interdire l'enfouissement des matières plastiques et favoriser leur recyclage. Par ailleurs, les matières compostables doivent être systématiquement traitées séparément.

## PUBLICITÉ

Le changement culturel de nos habitudes de consommation passe aussi par une régulation de la publicité. Il est indispensable de limiter les messages permanents, trop agressifs. Leur place est bien trop importante dans l'espace public.

**Europe Écologie défend la liberté de réception de la publicité et, notamment, le respect des autocollants indiquant que vous ne voulez pas de tracts publicitaires dans votre boîte à lettres.**



**EUROPE  
CULTURELLE,  
EUROPE  
PLURIELLE**



Nationales, régionales, locales, les cultures de l'Europe s'enrichissent mutuellement. Ce patrimoine vivant et en perpétuelle mutation, où le traditionnel côtoie l'avant-garde, est à préserver. Les écologistes souhaitent que la culture et l'éducation devienne une compétence partagée de l'Union et des Etats membres pour développer une véritable culture européenne.

Le développement du numérique est un enjeu majeur pour les arts et la culture. Musique, spectacle vivant, littérature, arts plastiques... les pratiques changent. Contre les tentations d'un Hadopi européen qui opposerait artistes et usagers de la culture via Internet, il est important que l'Union européenne garantisse l'accès le plus large à la culture.

Car la révolution numérique offre aussi des opportunités inédites de création, de communication, d'échange... C'est une façon nouvelle de faire vivre la culture européenne.

**Europe écologie demande le renforcement du soutien à la création et la diffusion des œuvres, ainsi qu'une plateforme web pour mettre en réseau les acteurs culturels européens.**

La construction culturelle de l'Europe nécessite des liens étroits entre les acteurs qui, chaque jour, font vivre la culture. Les écologistes souhaitent favoriser les échanges culturels entre villes, régions, provinces... en intégrant la dimension territoriale dans les politiques culturelles extérieures des États membres.

Les fondations de la culture européenne s'expriment dans cette diversité. L'Europe doit la promouvoir en commençant par son premier vecteur : les langues étrangères.

**Europe écologie propose la mise en place d'un programme européen d'apprentissage des langues des pays de l'Union, y compris les langues régionales et les langues de l'immigration.**

La préservation du patrimoine implique des mécanismes de solidarité. Les pays les plus touchés par la crise – Grèce, Espagne, Italie – comptent sur leur territoire parmi les monuments les plus précieux d'Europe. Leur entretien, et parfois leur restauration, demande des moyens considérables.

**Europe écologie demande la mise en place d'un fonds européen de solidarité pour la sauvegarde du patrimoine.**



**L'EUROPE,  
ACTEUR CLÉ  
D'UNE MONDIALISATION  
PLUS JUSTE**



# LE PROJET EUROPÉEN MENACÉ PAR LE TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE AVEC LES ÉTATS-UNIS ?

Depuis juin 2013, l'Union européenne et les États-Unis négocient le projet de Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement (appelé TAFTA ou TTIP) qui vise à constituer la plus vaste zone commerciale de la planète avec 40% des échanges mondiaux.

**Europe Écologie s'oppose à ce projet contraire à notre combat pour une Europe plus écologique, sociale, solidaire et démocratique.**

L'objet de l'accord n'est pas de baisser les droits de douanes devenus quasi inexistant, mais d'harmoniser les règles et les normes entre les deux blocs afin de lever des obstacles au commerce. Nombre de ces « obstacles techniques au commerce » touchent au cœur de la régulation de notre économie et de notre vie quotidienne. Ils concernent la protection de l'environnement, la santé des travailleurs et des consommateurs, les libertés publiques et les droits humains. OGM, bœuf aux hormones, viande chlorée, protection des données personnelles, services publics, agriculture, principe de précaution... tout est négociable !

**Europe Écologie s'engage pour un autre partenariat transatlantique qui renforcerait notre coopération dans la lutte contre le dérèglement climatique, contre le dumping social, environnemental et fiscal, pour les droits humains et la paix !**

**JUGE ET PARTIE :  
LE PROBLÈME DES TRIBUNAUX D'ARBITRAGE**

**Le mécanisme d'arbitrage international prévu par le TAFTA permettra à 75 000 compagnies d'attaquer une collectivité locale, un État ou l'Union européenne en justice, devant une cour spécialement constituée, si les compagnies considèrent que des décisions remettent leurs bénéfices en cause.**

L'accord soumet au bon vouloir des multinationales notre capacité à défendre ou conquérir des choix démocratiques, qu'ils concernent le droit du travail, l'éducation, l'environnement, les services publics ou la finance. Pour les écologistes, c'est clair : il faut refuser catégoriquement ce mécanisme d'arbitrage et la toute puissance des multinationales !

## LE LIBRE-ÉCHANGE N'EST PAS UNE FIN EN SOI

La politique commerciale européenne ne doit pas seulement être conçue comme un moyen de trouver de nouveaux débouchés aux entreprises européennes. Les négociations bilatérales (entre l'Union et un autre pays) ont remplacé le multilatéralisme en matière de commerce. Ces relations sont opaques et inégalitaires.

Au contraire du bilatéralisme qui exacerbe la concurrence, négocier avec plusieurs acteurs, c'est engager une culture du compromis et du respect mutuel. L'Organisation mondiale du commerce est une institution largement critiquée et aujourd'hui dominée par une idéologie libre-échangiste. Mais ce n'est qu'un outil, et il ne tient qu'à l'Europe d'en faire

un espace de dialogue différent. Les représentants de l'Union européenne au sein de l'OMC doivent défendre la mise en place de conditions sociales, environnementales et de respect de droits humains dans les échanges commerciaux. Les parlementaires européens doivent être pleinement associés tout au long des négociations commerciales.

**Europe Écologie s'oppose à l'esprit inégalitaire des traités commerciaux bilatéraux conclus par l'UE et entend promouvoir une autre vision européenne du commerce au service du développement mutuel.**

# EUROPE, RÉVEILLE-TOI !

**Protectrice et influente, l'Europe est notre réponse à la mondialisation néo-libérale. Mais son message n'est pas audible sur la scène internationale : les partenaires de l'Europe profitent des désaccords entre États membres pour imposer leurs vues.**

Les défis planétaires actuels demandent une réponse commune de la part des Européens. L'accès équitable aux ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique vont modifier profondément les enjeux diplomatiques de la décennie à venir.

La situation des réfugiés climatiques ou les guerres pour l'accès à l'eau sont devenues des questions d'actualité. L'Europe doit concentrer sa politique extérieure sur la prévention des conflits et promouvoir un modèle de développement mondial durable et équitable. La préparation du prochain Sommet pour le climat, qui aura lieu à Paris en 2015, représente une occasion historique pour positionner l'Europe en leader sur ces questions.

Pour ce faire, elle devra montrer l'exemple et proposer un message cohérent à ses différents partenaires au Nord comme au Sud. Par ailleurs, l'Europe doit cultiver des relations plus étroites et plus équitables avec les autres espaces régionaux de coopération, en particulier avec l'Amérique latine, la zone Asie-Pacifique et l'Afrique.

Autre bataille : la lutte contre la corruption internationale. Chaque année, 1000 milliards de dollars s'échappent illégalement des pays en développement. Pour 1 dollar d'aide apportée, c'est 10 qui disparaissent. La criminalité financière menace les démocraties, aggrave la crise et déstabilise politiquement des régions entières. L'Europe doit porter au niveau international un plan d'actions pour la transparence.

**Europe Écologie demande la mise en place rapide, au sein de l'Union européenne, d'une nouvelle législation visant à la transparence financière et extra-financière, pays par pays, pour toutes les multinationales souhaitant accéder au marché européen.**

En intégrant une vision de long terme, en prenant en compte la préservation de nos ressources et du climat, et en visant plus de justice et de transparence dans les échanges, la diplomatie européenne influencerait positivement sur les relations internationales.

La construction d'une politique étrangère commune est essentielle pour porter le message de paix et de coopération dans les instances internationales mondiales. Un travail doit notamment être mené au sein des Nations Unies pour réformer le Conseil de sécurité et y proposer un siège unique pour l'Union européenne.

# ÊTRE LE PARTENAIRE D'UN MONDE DURABLE

L'Europe contribue chaque année à 55% de l'aide mondiale au développement. Affirmer l'ambition d'une Europe ouverte et solidaire, c'est assumer la responsabilité que nous avons vis-à-vis des plus pauvres dans le monde. L'Union européenne doit absolument respecter l'engagement international d'affectation de 0,7% du PIB européen consacré à l'aide au développement. Renforcer l'effort de solidarité internationale ne suffit pas, il faut aussi en changer les priorités.

L'Europe doit porter la perspective d'un accès de 9 milliards d'hommes, de femmes et d'enfants à un niveau de développement décent, et soutenable. Ce chemin ne se fera pas sans une réflexion approfondie sur le modèle de développement que nous désirons. Le climat et les ressources naturelles ne supporteront pas la généralisation du mode de vie occidental.

Les objectifs du Millénaire pour le développement ne pourront être atteints sans prendre en compte l'environnement et le changement climatique. La transition énergétique devra s'effectuer au Nord comme au Sud, et l'Europe peut en être acteur.

**Au lieu de financer des énergies fossiles, les fonds européens consacrés au développement devraient accompagner des projets d'énergies renouvelables décentralisés et accessibles aux plus pauvres.**

L'Europe doit soutenir un modèle de développement durable qui passe également par la réduction des inégalités et par le respect des droits humains, veillant en particulier aux droits des peuples autochtones et des minorités ethniques, religieuses et sexuelles. Les femmes sont les premières actrices du développement. Les projets financés doivent contribuer à l'égalité femmes-hommes. Partout dans un monde en mouvement, l'Europe a un

rôle essentiel dans le soutien à la société civile. Quand les peuples se libèrent de leurs tyrans, comme lors des printemps arabes, l'Europe doit être à leurs côtés.

**Europe Écologie demande que la part de l'aide au développement attribuée aux ONG soit doublée.**

En complément, le budget du nouveau Corps volontaire européen d'aide humanitaire doit être renforcé pour venir en aide aux populations en danger lors de crises humanitaires et de catastrophes naturelles.

La politique européenne de développement a besoin de soutien financier. Elle a surtout besoin de cohérence. Trop souvent, l'ouverture des marchés des pays en développement est présentée comme la solution miracle pour éradiquer la pauvreté dans le monde. Mais dans le même temps perdurent l'immobilisme dans la lutte contre les paradis fiscaux, des pratiques commerciales agressives, une politique agricole commune inondant leurs marchés de produits subventionnés, une politique migratoire indigne. La solidarité Nord-Sud doit être prise en compte dans tous les aspects des relations extérieures de l'Union européenne, notamment dans ses relations commerciales. Dans sa tentative de réguler les marchés financiers, l'Europe ne doit pas oublier de s'attaquer à la spéculation sur les produits agricoles.

**Europe Écologie appelle à protéger la souveraineté alimentaire des pays du Sud en arrêtant de subventionner les exportations qui ruinent leur agriculture locale. L'accaparement des terres des pays du Sud par les entreprises européennes doit être interdit. L'Europe doit inciter à la création de réserves alimentaires régionales.**

# METTRE LA FINANCE AU PAS

Il peut y avoir un sentiment d'amertume à constater que malgré la crise, la spéculation continue à affaiblir nos économies. Certes, grâce notamment au travail des élu-es écologistes au Parlement européen, de nouvelles règles ont été imposées aux marchés financiers. Les gendarmes de la finance ont été renforcés, certaines pratiques spéculatives ont été interdites, une loi encadre désormais les bonus des traders et il est possible de sanctionner plus durement les abus sur les marchés.

**Mais le combat à mener est encore long.**

**Nos priorités : accroître la transparence et mettre la finance au service de l'économie réelle, celle qui fournit des biens et des services, celle qui génère des emplois.**

Un chantier souvent technique, mais très stratégique, dans lequel l'industrie financière entend bien défendre ses intérêts. Pour avancer vers une économie plus juste, une fois encore, les Européens doivent jouer collectif.

## VOUS NE PAIEREZ PLUS POUR LES BANQUES

L'un des scandales les plus criants de la crise récente est l'intervention des États pour sauver les banques. Cela ne doit plus se reproduire. Il faudra achever le projet « d'Union bancaire » pour garantir que les contribuables ne soient plus mis à contribution. À l'avenir, la Banque centrale européenne supervisera, sous le contrôle du Parlement européen, l'activité des grandes banques. Celles-ci seront taxées pour alimenter un fonds qui servira en cas de faillite de l'une d'entre elles. Par ailleurs, l'Europe devra protéger les dépôts et l'épargne de tous les citoyens européens en dessous de 100 000 euros.

La situation actuelle met en lumière la réalité du fonctionnement bancaire. D'un côté, des épargnants confient leur argent à des banques qui prêtent en retour à l'économie réelle (investissement des entreprises, prêts aux particuliers...). De l'autre, dans l'ombre, il y a la spéculation financière. Chaque seconde, des traders achètent et vendent des millions d'euros d'actifs. Les entreprises, les monnaies, les produits agricoles, tout y passe. La réforme bancaire vise à séparer ces deux activités pour éviter de faire payer à l'économie réelle les jeux de hasard de la spéculation.

**Europe Écologie soutient une séparation stricte des banques de dépôt et des banques d'investissement européennes, sans exception.**

## TAXER LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

La taxe sur les transactions financières, dite taxe Tobin, est en négociation au niveau européen depuis plus de deux ans. C'est la première tentative d'une harmonisation fiscale. Malheureusement elle ne concerne pour l'instant que 11 États sur 28. L'idée est de taxer les flux financiers pour limiter la spéculation et mettre à contribution un secteur largement responsable de la crise actuelle.

**Europe Écologie souhaite que les recettes générées par cette taxe soient entièrement et directement affectées au budget européen.**

À ce titre, ce sera le premier véritable impôt européen. Tout un symbole.

## L'URGENCE D'UNE CONVERGENCE FISCALE

La situation fiscale de l'Europe est inopérante. Un marché unique avec une telle concurrence n'a aucun sens. De plus en plus de délocalisations ont lieu au sein de l'Union, provoquant de graves crises sociales. Pour survivre, c'est la course au moins-disant qui s'engage. Les particuliers aussi se soustraient à l'impôt en cachant une partie de leurs revenus dans des pays voisins « bienveillants ». Ces pays qui jouent du système et pénalisent toute l'Europe doivent cesser. On parle d'« optimisation fiscale », pourtant c'est bien de la fraude.

**Europe Écologie demande d'urgence le démantèlement des paradis fiscaux en Europe en mettant fin au secret bancaire et en créant une liste noire européenne des paradis fiscaux.**

Plus de 1 000 milliards d'euros par an s'échappent par ces zones de non-droit. Ils sont volés aux citoyens européens, car ce sont autant de moyens qui ne sont plus disponibles pour les services publics ou l'investissement. Les très récents engagements du Luxembourg et de l'Autriche nous confortent dans notre combat, mais il n'est pas fini.

**Europe Écologie demande la création d'un parquet européen pour lutter efficacement contre la criminalité financière et la corruption.**

À chaque négociation sur la fiscalité en Europe, un obstacle important est à surmonter : les conditions du vote. Cela semble technique, mais c'est terriblement politique. Aujourd'hui, pour arbitrer sur une question fiscale, il faut l'unanimité. Évidemment, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Autriche ou le Luxembourg posent trop souvent leur veto. Pourtant, nombreux sont les pays de l'Union européenne à vouloir avancer vers une harmonisation fiscale.

Obtenir un vote à la majorité dans ce domaine ferait progresser la démocratie européenne. Les élus écologistes défendront un débat plus large sur la fiscalité européenne, à commencer par l'encadrement de l'impôt sur les sociétés, avec un taux maximum mais surtout un taux minimum applicable à toutes les entreprises européennes. Ils proposeront également l'instauration d'une taxe européenne sur les grandes fortunes.

**REDONNER  
DES VALEURS  
À L'EURO**

**Il y a vingt ans, la monnaie unique a été pensée comme un outil de solidarité européenne face à la spéculation et à la concurrence entre les monnaies nationales. L'euro est une première étape dans la conquête de notre indépendance face aux marchés mondialisés, un outil au service des économies européennes.**

La zone euro sort pourtant ébranlée d'une gestion intergouvernementale des crises bancaires et budgétaires récentes. Mais soyons clairs, ceux qui veulent sortir de l'euro se trompent de combat. Cela ne garantirait ni l'indépendance face aux marchés ni le retour du plein emploi. Au contraire, cela durcirait la concurrence avec nos partenaires et une pression supplémentaire sur notre économie. Avant la monnaie unique, le franc dépendait du Deutschemark. Le nouveau franc dépendrait du dollar américain – et de l'euro sans nous.

**La vraie question est donc « comment réparer l'euro ? »** La seule garantie de la stabilité des prix n'est pas suffisante quand 20 millions d'Européens sont au chômage au sein de la zone euro. **Europe écologie veut engager le débat sur une réforme de la gouvernance et des objectifs de la BCE.** Incluant les partenaires sociaux dans sa prise de décision, la BCE pourrait également viser à favoriser l'emploi et à lutter contre les inégalités sociales.

**La gestion d'une monnaie commune exige par ailleurs une politique économique, sociale et fiscale européenne coopérative.**

Jusqu'à présent, l'euro s'est construit sur la seule discipline budgétaire, souvent en dehors de tout cadre démocratique. Or, la crise espagnole a montré que l'endettement privé pouvait tout autant déstabiliser une économie.

Europe Ecologie s'engage à instaurer des critères de convergence sociaux et fiscaux comme outils d'une nouvelle politique économique européenne, définie conjointement par la Commission, les parlementaires européens et nationaux, et les États membres.

Europe Écologie s'engage à ce que ces trois dimensions soient la base d'une nouvelle politique économique définie conjointement par la Commission, le Parlement européen et les États membres.

# DÉFENDRE LA PAIX

S'appuyant sur une diplomatie mieux coordonnée et plus efficace, la politique de défense de l'Union doit évoluer. Il nous faut mutualiser les moyens et les objectifs militaires. C'est une question politique, mais également économique.

L'Europe est un espace de paix. Les pays fondateurs ont voulu engager une coopération qui éloigne définitivement toute velléité de conflit sur le continent. L'Europe doit participer à faire de cet espoir de paix une réalité pour d'autres régions du monde.





## UNE FORCE DE PAIX

L'actualité, notamment sur le continent africain, rappelle aux Européens leurs responsabilités. L'Europe ne peut pas laisser se dérouler des génocides ou des crimes contre l'humanité.

**L'Europe doit se doter d'une force de paix pour intervenir en prévention des conflits sous mandat des Nations Unies.**

## UNE FORCE ARMÉE EUROPÉENNE

**Les pays européens pourraient économiser plus de 10 milliards d'euros en mutualisant les principaux équipements militaires.**

Aujourd'hui, la situation est caricaturale et inégalitaire. La Grèce continue de dépenser des milliards d'euros dans une course inutile et dépassée à l'armement. Le rôle d'une armée européenne sera de protéger le territoire et les citoyens européens. Chaque pays contribuera ainsi, à hauteur de ses moyens, à une mission commune. La mise en place d'une armée européenne est un objectif réalisable à moyen terme qui passera par des échanges plus réguliers entre les différentes armées et le renforcement d'un état-major européen opérationnel.

## DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE

Le rôle de la défense européenne sera de promouvoir une vision durable de la paix. À ce titre, l'Europe doit relancer au plus vite un processus de désarmement. Toutes les armes de destruction massive doivent être proscrites au niveau international, à commencer par l'arme nucléaire. Une fois encore, il est indispensable d'être exemplaires.

**C'est pourquoi Europe Écologie demande la dénucléarisation des armées des pays membres de l'Union européenne comme premier élément d'une stratégie mondiale d'abandon de l'arsenal nucléaire.**

## RÉGULATION DES VENTES D'ARMES

La prévention des conflits passe aussi par une limitation de la circulation des armes, en Europe et dans le monde.

**Europe Écologie demande qu'une politique de transparence soit engagée sur les ventes d'armes par des entreprises européennes.**

L'Europe doit interdire aux pays membres et à leurs industriels de l'armement de fournir en armes des régimes politiques autoritaires, ou des populations vivant dans des zones de forte instabilité géopolitique.

Communauté Européenne

# UNE EUROPE OUVERTE SUR LE MONDE

L'Europe s'est construite comme une communauté de peuples. À l'abri de la frontière commune, la promesse d'une liberté de circulation sans entrave. À l'extérieur, l'exclusion de ceux qui ne sont pas « européens ». Aujourd'hui, les choses ont changé. La chute du Mur de Berlin a réuni un continent trop longtemps divisé par la guerre froide. La libéralisation des échanges a affaibli les frontières externes pour les biens et services, alors que la pression migratoire les a hérissées de barbelés et de gardes armés.

La relation que l'Europe entretient avec ses voisins ne peut plus se résumer à l'organisation d'une sphère d'influence où l'UE défend des intérêts stratégiques contre ses concurrents (Russie, Chine, États-Unis). L'Union européenne a vocation à accueillir tous les peuples européens qui partagent ses valeurs de liberté, dignité et solidarité et son projet de paix et prospérité communes. Une Turquie démocratique, libre et respectueuse de l'État de droit et de ses minorités y a sa place.

Europe Écologie défend à terme l'élargissement à tout le continent, mais reconnaît que c'est un processus long et ambigu, qui doit aussi se faire avec les opinions publiques et non contre elles. Néanmoins, seul un référendum européen est acceptable, car tout référendum national équivaut à un droit de veto.

Enfin, élargissement n'est pas dilution. Il doit s'accompagner d'un approfondissement de l'intégration politique vers une Europe fédérale et démocratique.

# NON À L'EUROPE FORTERESSE !

La gestion actuelle des frontières de l'Europe est indigne. Il faut faire cesser immédiatement cette politique migratoire européenne qui entraîne la mort de milliers de candidats à l'exil, de graves violations des droits fondamentaux et accentue le poids des mafias. La liberté de circulation et d'installation est une chance pour les Européens. Ce droit doit être étendu à tous.

L'Europe peut et doit accueillir des migrants. **Contrairement aux fantasmes populistes, l'immigration est une chance. C'est aussi un besoin pour des pays vieillissants comme l'Allemagne. L'immigration est financièrement très profitable aux pays européens.** Les arrivants contribuent directement en cotisant plus qu'ils ne bénéficient de l'aide publique et participent aux échanges commerciaux avec leur pays d'origine.

**Europe Écologie demande la refonte totale du dispositif Frontex, qui verrouille l'accès à l'Europe et met en danger la vie des candidats à l'exil. Les écologistes défendent la mise en place d'une véritable politique d'accueil, fondée sur le respect des droits fondamentaux.**

Face au règne de l'arbitraire, il faut rendre les procédures administratives plus justes et plus rapides, réformer le droit d'asile et harmoniser les règles pour faciliter les démarches. L'Europe, fière de ses valeurs humanistes, sera une terre d'asile où priment la justice, la solidarité et la protection des victimes.

**Europe Écologie demande la suppression du règlement Dublin II (qui oblige les demandeurs d'asile à déposer leur requête auprès du pays par lequel ils entrent en Europe) et de la base de données d'empreintes digitales EURODAC.**

Afin de répondre à des situations humanitaires critiques, de plus en plus nombreuses, causées par des catastrophes naturelles ou le changement climatique (avancée du désert, montée du niveau de la mer...), **Europe Écologie demande la création d'un statut européen de réfugié climatique.**



Dans les institutions européennes, les décisions sont le fruit de compromis souvent opaques. Les niveaux se superposent, les responsabilités se diluent. Qui décide au nom des Européens ?

La crise a accentué cette perception de flou. Sous prétexte de parer à l'urgence, les gouvernements ont créé des structures qui échappent à tout contrôle des parlements nationaux ou du Parlement européen. Ces espaces de décisions sont des non-lieux de la démocratie européenne. Ils imposent leurs politiques aux pays les plus vulnérables.

**Europe Écologie demande la remise à plat de toutes ces structures hors traités afin de retrouver un équilibre des pouvoirs.**

L'action des ministres des Finances de la zone euro – l'Eurogroupe – doit notamment être mieux contrôlée.

L'exemple le plus marquant de cette nouvelle « gouvernance » est la Troïka, qui réunit représentants de la Banque centrale européenne (BCE), de la Commission européenne et du Fonds monétaire international (FMI). Il n'y a aucune transparence dans ses prises de décisions, ni possibilité de débattre et encore moins de contredire ses recommandations. Pourtant, la Troïka est à l'initiative des politiques d'austérité draconiennes qui ont dévasté les sociétés espagnoles ou grecques.

Lorsqu'il s'agit d'aider financièrement les pays en difficulté, les États ont institué le principe « un euro = une voix ». Ceux qui prêtent l'argent décident. Ce principe régit par exemple le Mécanisme européen de stabilité, créé pour apporter un soutien financier aux pays en crise. Mais cette gestion ne peut pas fonctionner ! Ceux qui prêtent ont intérêt à être remboursés au plus vite, pas à réformer un pays de manière juste et durable. En Grèce par exemple, la Troïka n'a jamais eu aucune vision stratégique sur les secteurs porteurs d'emplois et de cohésion sociale. Sa priorité : faire rentrer l'argent dans les caisses de l'État pour rembourser ses créanciers.

**Europe Écologie demande la suspension de la Troïka et de ses politiques.**

La BCE retrouvera alors un statut de simple observateur et le recours au FMI peut être progressivement remplacé par un Fonds Monétaire Européen déjà en construction. La Commission européenne doit assumer la pleine responsabilité politique de ses « recommandations » à

travers le contrôle du Parlement européen. Au niveau européen comme au niveau national, la solidarité de tous est l'intérêt de chacun.

## RENDRE LA POLITIQUE EUROPÉENNE ACCESSIBLE AUX CITOYENS

La priorité absolue est de construire une démocratie européenne. La mise en œuvre d'une Europe fédérale doit avoir pour but de simplifier ses institutions pour établir un lien plus étroit entre les citoyens et leur Europe. Trois principes sont essentiels : contrôle étendu des parlementaires européens sur la Commission et ses politiques, transparence et responsabilité accrues pour tous les niveaux de décision et augmentation du budget européen pour accorder à l'Union européenne les moyens de ses ambitions.

**Représentants directs des Européens, les eurodéputés doivent être le pilier de la démocratie européenne. Élu en partie sur des listes transnationales et doté du pouvoir d'initiative législative, le Parlement européen aurait les capacités de défendre l'intérêt général européen.**

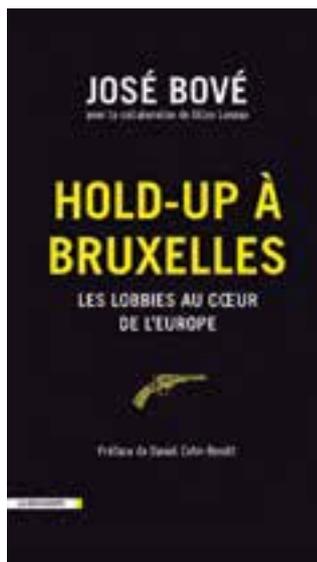
La transparence exige que les décisions soient politiquement assumées par ceux qui les prennent. Les marchandages opaques entre États minent la qualité des décisions et leur légitimité.

**Europe Écologie demande que les votes au sein du Conseil de l'Union européenne soient rendus publics.**

Dans cette perspective, les députés écologistes continueront à lutter contre les lobbies, en dénonçant les conflits d'intérêt dans les institutions, en permettant un véritable accès à l'information pour tous les citoyens, en faisant en sorte que les intérêts économiques ne pervertissent pas la démocratie (OGM, tabac, etc). Enfin, pour donner à l'Europe les moyens de ses ambitions, il est indispensable de revoir à la hausse le budget européen et de le doter de ressources propres, qui réduiront d'autant les contributions nationales au financement de l'UE.

**Europe Écologie s'engage à relancer le travail sur une Constitution pour l'Europe, dont le texte, court, simple et politique sera validé par les citoyens européens à l'occasion d'un référendum qui aura lieu le même jour partout en Europe.**

# LECTURES



## “Hold-up à Bruxelles, Les lobbies au cœur de l’Europe”

**José Bové, Gilles Luneau**  
Éditions La Découverte

Député européen, un sport de combat ? Dans ce livre, à travers des cas concrets vécus au quotidien, José Bové livre la réalité des couloirs de Bruxelles : batailler pour l’indépendance des agences de contrôle infiltrées par les multinationales, révéler un complot de l’industrie du tabac contre la directive sanitaire en préparation, défendre les paysans face à la politique agricole commune instrumentalisée par les firmes agro-alimentaires et agro-chimiques, fédérer la lutte contre l’exploitation des gaz de schiste en Europe, dénoncer les accords de libre-échange...

En s’appuyant sur des exemples précis et documentés, José Bové décrypte les mécanismes de prise de décision, les bras de fer avec la Commission européenne, les logiques des États. Le constat lucide qu’il dresse s’accompagne de propositions pour changer les règles du jeu, pour édifier une Europe fédérale et plus démocratique capable de résoudre les crises qui ravivent les replis nationalistes et les tentations autoritaires. En dévoilant le jeu européen, le député José Bové nous place aussi face à nos responsabilités de citoyens.



## “La biodiversité, une chance. Nous avons un plan B!”

**Sandrine Bélier, Gilles Luneau**  
Éditions Actes Sud, collection Domaine du possible

Sandrine Bélier est députée européenne (EELV), rapporteure principale du projet de règlement européen sur l’accès aux ressources génétiques et sur la ratification du protocole de Nagoya par l’Union européenne. Elle travaille depuis vingt ans sur les problématiques liées à la préservation de la biodiversité. Gilles Luneau, journaliste, est rédacteur en chef de “Global magazine”. À travers un échange dynamique et passionné, ces militants de la cause nous interpellent quant à l’importance de faire de la préservation de la biodiversité un engagement quotidien. Mêlant éclairages politiques, historiques et exemples d’actions positives en France et en Europe, Sandrine Bélier et Gilles Luneau expliquent en quoi et comment l’enjeu de la biodiversité est mondial, et pourquoi il est urgent d’agir.



## “Des héros ordinaires : itinéraires d’hommes remarquables”

**Eva Joly**

Éditions Points Seuil

Dans cette série de portraits, Eva Joly donne un visage à ceux qui, en Europe, portent la justice et le droit. Ils sont journalistes, policiers, banquiers, simples citoyens. Leurs noms sont inconnus, mais lorsque vous aurez lu leur histoire, vous ne les oublierez pas. À Paris, Londres, Naples ou Sofia, ils s’opposent à la corruption et aux manipulations financières. Persuadés qu’une société peut progresser si les règles sont les mêmes pour tous, ces héros ordinaires offrent de formidables leçons de courage.



## “Entrons en dissidence”

**Yannick Jadot**

Éditions Plon

La crise entamée en 2008 a signé la fin d’un monde. Tant mieux ! Effrayée à l’idée de disparaître avec ce vieux monde, l’oligarchie politique et économique fait de l’existant le refuge de sa pensée. L’immobilisme et le renoncement sont érigés en vertus politiques. Entre le statu quo et la montée des extrêmes, une autre réalité se développe, partout des initiatives bourgeonnent, à la reconquête d’une souveraineté populaire oubliée au détour du virage néolibéral. Fondée sur les notions de réseaux et de partage, articulant solidarité et écologie, cette nouvelle société refuse l’illusion du repli et redonne espoir. Le projet est immense : dépasser les conservatismes, faire sauter les digues qui empêchent cette révolution silencieuse d’irriguer la société, enrichir la démocratie partout elle permet de retrouver la maîtrise de nos vies. Notre nouvelle frontière démocratique, c’est que dès demain une Europe dissidente prenne le pouvoir.



## La Politique ne me fait pas perdre le Nord

**De Tourcoing à Bruxelles, carnet de bord d’une eurodéputée**

**Karima Delli**

Éditions La Tengo

Lors des européennes de 2009, Karima Delli occupe la 4ème place sur la liste de Daniel Cohn-Bendit, derrière Eva Joly et Pascal Canfin, en position quasi inéligible. Pourtant, l’improbable s’est produit et une vague verte la propulse au Parlement européen. Entrée en politique « comme par effraction », elle garde un pied dans les institutions, un pied dans le mouvement social. Au Parlement européen, elle est spécialiste des questions de jeunesse, pauvreté, emploi, logement... Avec ses collègues, elle défend l’idée de bâtir une Europe fédérale, plus verte, plus juste et plus démocratique. Dans ce livre, elle raconte son parcours original et témoigne en toute transparence de son activité de députée européenne, mais aussi des coulisses du Parlement et de la pression des lobbies.

# Décryptage de termes techniques et d'enjeux critiques

## ACTES LÉGISLATIFS DE L'UNION EUROPÉENNE

**La directive** fixe des objectifs à tous les pays de l'UE, mais laisse à chacun le choix des moyens pour les atteindre. Elle doit être transposée dans le droit national. **Le règlement** est directement applicable et doit être mis en œuvre intégralement dans toute l'Union. **La décision**, directement applicable, n'est contraignante que pour ses destinataires. **Les recommandations** et **les avis** n'entraînent aucune obligation, ils expriment un point de vue.

## AGENCE DE NOTATION

C'est une entreprise chargée de la notation financière des collectivités ou des entreprises selon certains critères. Les plus connues sont Fitch Ratings, Moody's et Standard & Poor's. Leurs erreurs d'évaluation et leurs recommandations en faveur de politiques d'austérité, notamment lors de la crise de la dette souveraine, ont été fortement critiquées.

## AGENCES DE L'UNION EUROPÉENNE

Il ne faut pas confondre agences et institutions européennes. Les agences ont été créées dans le but de décentraliser les tâches techniques ou scientifiques de l'UE. Il existe ainsi différentes agences telles que l'Agence Européenne des Droits Fondamentaux (FRA), l'Agence Européenne du Médicament (EMA), ou encore l'agence FRONTEX. Leur indépendance est censée être garantie, mais des conflits d'intérêts persistent.

## AGRICULTURE BIOLOGIQUE

C'est un modèle d'agriculture respectueux de l'homme et de la terre. Les agriculteurs refusent d'utiliser des pesticides chimiques et préservent la biodiversité. Un label biologique européen existe, mais les contrôles sont insuffisants et les lobbies industriels exercent des pressions pour réduire les normes et aller à l'encontre de l'agriculture bio, en vue d'augmenter leurs profits.

## BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

C'est la banque centrale qui est responsable de la monnaie unique européenne. La principale mission de la BCE consiste à maintenir le pouvoir d'achat de l'euro, et donc la stabilité des prix. Alors que la BCE se focalise sur la lutte contre l'inflation, les écologistes proposent d'intégrer l'emploi parmi ses objectifs principaux.

## BIODIVERSITÉ

C'est l'ensemble des milieux naturels et des formes de vie (plantes, animaux, êtres humains, bactéries etc.) ainsi que

leurs interdépendances. La biodiversité est le fruit d'une évolution de plus de 3 milliards d'années et constitue un patrimoine naturel vital pour l'humanité. Un déséquilibre isolé peut avoir un impact global sur les écosystèmes. Il faut ainsi protéger et conserver le vivant dans son ensemble.

## CHARTRE EUROPÉENNE DES DROITS FONDAMENTAUX

Elle contient 54 droits pour les citoyens européens qui doivent être respectés par les États membres et les institutions européennes. Elle prend en considération des droits liés à la dignité, la liberté, l'égalité, la citoyenneté et la justice. Son originalité est d'intégrer des droits sociaux (tel que le droit d'accès à une protection sociale) ou encore un droit de protection de l'environnement.

## COMMISSION EUROPÉENNE

Ses responsabilités sont nombreuses : promouvoir l'intérêt général, gérer le budget, mettre en œuvre les politiques et programmes européens et veiller à ce que le droit de l'Union soit appliqué. La Commission propose aussi tous les textes législatifs qui sont ensuite votés par le Conseil et le Parlement. On lui reproche souvent d'être une bureaucratie lourde, trop proche des milieux d'affaires et pas assez des citoyens.

## CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Représentant les États membres, il joue un rôle prépondérant dans la prise de décision au niveau européen. Le Conseil légifère et vote le budget de l'UE conjointement avec le Parlement. Il définit et coordonne les différentes politiques européennes. Composé d'un représentant de chaque État au niveau ministériel, il se réunit en 10 Conseils thématiques (environnement, affaires étrangères, agriculture et pêche...).

## COP 21

Chaque année, les États membres de la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique se réunissent au sein d'une Conférence des parties (COP) pour trouver des solutions au changement climatique. En 2015, la France accueillera la COP 21, dite « Paris Climat 2015 ». L'enjeu est majeur : il s'agira d'adopter le futur accord international, ambitieux et contraignant, qui prendra le relais du Protocole de Kyoto après 2020.

## CRITÈRES DE COPENHAGUE

Ce sont les conditions essentielles que les pays candidats doivent remplir pour devenir membres de l'UE. 1. Des

institutions qui garantissent la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme, le respect et la protection des minorités. 2. Une économie de marché capable d'affronter la concurrence et le marché intérieur de l'UE. 3. La capacité d'assumer les obligations d'un État membre : respect des objectifs politiques, économiques et monétaires de l'UE.

### DÉNUCLÉARISATION

De nombreux traités de dénucléarisation interdisent complètement la présence et l'utilisation d'armes nucléaires au sein d'une zone délimitée (Amérique latine, Océanie, fonds marins, espace extra-atmosphérique etc.). Europe Écologie souhaite que l'Europe devienne à son tour une zone dénucléarisée, non seulement pour la sécurité des populations, mais aussi pour promouvoir une vision durable de la paix dans le monde.

### ÉCO-CONCEPTION

C'est le fait de concevoir des produits qui respectent le développement durable et l'environnement, utilisent le moins possible des ressources non-renouvelables et polluantes et privilégient les matières recyclées. L'Europe doit davantage encadrer la production et faire de l'éco-conception la règle plutôt que l'exception.

### ÉLARGISSEMENT

C'est le processus d'extension de l'Union européenne à d'autres pays. La Communauté européenne en a connu 7 au cours de sa construction, passant de 6 à 28 États membres. La Croatie est le dernier pays à avoir intégré l'Union en 2013. Selon Europe Écologie, l'UE a vocation à s'élargir à l'ensemble du continent, mais pour se faire, les États candidats doivent respecter des critères stricts concernant les droits de l'homme et la démocratie. L'élargissement doit donc être progressif.

### ESPACE SCHENGEN

C'est un espace de libre circulation des personnes entre les pays signataires de l'accord Schengen. Les citoyens peuvent traverser librement et sans contrôle les frontières des 26 pays concernés. Mais cette liberté est souvent mise en péril par la montée du nationalisme des États membres qui demandent, à l'image de Nicolas Sarkozy en 2012, la réintroduction des contrôles aux frontières.

### FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT

Créé par le Traité de Rome en 1957, ce fonds est le principal instrument de l'aide au développement communautaire. Doté de 27 milliards d'euros pour la période 2013-2020, il concerne les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (pays ACP). Le FED est financé par les États membres mais ne fait pas partie du budget communautaire.

### FONDS STRUCTURELS EUROPÉENS

Ce sont les instruments financiers de la politique régionale européenne qui vise à réduire les écarts de développement entre les régions et les États membres. Leur objectif est de renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale.

1. **FEDER** : le Fonds européen de développement régional est le plus important. Il soutient la réalisation d'infrastructures et les investissements créateurs d'emplois. 2. **FSE** : le Fonds social européen favorise l'insertion professionnelle.

3. Le **Fonds de cohésion** est destiné aux États dont le PIB par habitant est supérieur à 90 % de la moyenne communautaire. Il finance des projets d'infrastructures dans les domaines de l'environnement et des transports. 4. **FEADER** : même s'il fait partie de la Politique Agricole Commune, le Fonds européen agricole pour le développement participe également à la cohésion territoriale en soutenant le développement rural.

### FRONTEX

C'est l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures. Sa mission est d'aider les États membres à se coordonner pour contrôler et sécuriser leurs frontières extérieures. Cette agence est fortement critiquée pour son manque de respect des droits fondamentaux et pour ses méthodes répressives, faisant d'elle le symbole de l'Europe forteresse.

### GAZ DE SCHISTE

Contrairement aux gisements conventionnels, le gaz et le pétrole de schiste sont retenus à grande profondeur et emprisonnés dans la roche. Pour les récupérer, il faut opérer une « fracturation hydraulique », c'est-à-dire briser la roche à l'aide de produits chimiques et d'eau sous forte pression. Cette technique coûte très cher, provoque des séismes et pollue les sols et les nappes phréatiques.

### HAUT REPRÉSENTANT POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Il est le ministre des affaires étrangères de l'Union européenne. Appelé à faire le lien entre les différentes institutions, il est à la fois Commissaire européen chargé des relations extérieures et président du Conseil des affaires étrangères. La création de ce poste complexe, actuellement occupé par la britannique Catherine Ashton, n'a que partiellement permis à l'UE de s'exprimer d'une seule voix sur la scène internationale.

### INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE

C'est le premier outil de démocratie participative à l'échelle de l'Union européenne. L'ICE offre la possibilité à tous les citoyens européens d'inviter la Commission à proposer une nouvelle législation de leur choix dans les domaines de compétence de l'UE. La pétition doit rassembler 1 million de

signatures provenant d'au moins 7 pays. Le citoyen participe donc pleinement à la démocratie européenne.

### **INSECTES POLLINISATEURS**

Ce sont des insectes comme l'abeille qui, en butinant les fleurs pour se nourrir, transportent du pollen d'une fleur à une autre et en assurent ainsi la pollinisation. Essentiels pour la reproduction végétale, l'agriculture et donc notre alimentation, ces insectes sont menacés par l'utilisation intensive de pesticides.

### **INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE**

L'ISR est un investissement qui prend en compte des questions d'intérêt général comme l'environnement, la bonne gouvernance et des critères sociaux (précarité, conditions de travail, salaire minimum). Tandis que les investissements classiques cherchent à privatiser les profits et à mutualiser les risques, les ISR tiennent compte du long terme et de l'effet potentiellement bénéfique sur la société.

### **LOBBYING**

C'est la pratique bien connue à Bruxelles de faire pression sur les institutions pour influencer la politique de l'Union européenne. On estime qu'il y a 15 000 lobbyistes pour 766 députés ! Il faut distinguer d'une part les grandes entreprises représentant leurs intérêts propres, aux ressources financières élevées, qui n'ont pas de problème d'accès aux institutions ; et d'autre part, les ONG qui défendent des causes d'intérêt général (droits de l'homme, environnement, social) et sont faiblement dotées financièrement.

### **MISSIONS CIVILES ET MILITAIRES**

Dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense commune, l'Union européenne a déployé depuis les années 2000 une trentaine de missions à l'étranger. Elles sont la plupart du temps de nature civile (par exemple la mission de soutien à l'État de droit au Kosovo), mais elles peuvent aussi être militaires (par exemple la mission de formation des forces armées maliennes). Les fonds et le personnel déployé sont souvent très limités, tandis que les États ont souvent des difficultés à agir d'un commun accord.

### **NATURA 2000**

C'est une appellation européenne pour des sites naturels présentant un patrimoine de faune et de flore exceptionnel au sein de l'Union européenne. Dans une logique de développement durable, ce réseau a pour objectif de préserver la diversité biologique en Europe. Cependant, manquant de financements adéquats, l'application des normes de protection de ces espaces n'est tragiquement pas à la hauteur de l'urgence de la sauvegarde de notre biodiversité.

### **OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE**

C'est le nom donné à l'ensemble des techniques visant à réduire la durée de vie ou d'utilisation d'un produit afin d'en augmenter le taux de remplacement. L'une des premières lois européennes contre la fin de vie programmée (2002) concernait les cartouches d'imprimante équipées de puces interdisant leur réutilisation après remplissage. En France, une loi a été proposée par EELV en 2013.

### **OFFICE EUROPÉEN DE LUTTE ANTI-FRAUDE (OLAF)**

En parallèle à l'accroissement des activités de lobbies auprès des institutions européennes et d'une forte hausse des évasions fiscales, l'OLAF a été créé afin d'enquêter sur les affaires de corruption, les fautes graves commises au sein des institutions et les fraudes budgétaires. Il est indispensable de garantir la pleine indépendance de cet office.

### **OGM**

Actuellement, un seul type d'organisme génétiquement modifié est cultivé en Europe, mais l'Union européenne en importe en quantité. Et si l'étiquetage des produits contenant des OGM est obligatoire, celui des produits issus d'animaux nourris aux OGM ne l'est pas. Pourtant, ces organismes sont dangereux pour l'environnement, et ils sont rejetés par une majorité d'Européens. Europe Écologie demande l'interdiction totale de la culture et de l'importation d'OGM et de produits issus d'animaux nourris aux OGM.

### **ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

L'OMC est en charge d'établir et de faire respecter les règles du commerce international dans le but de favoriser le libre-échange. Les États négocient en son sein des accords commerciaux multilatéraux et peuvent contester des mesures commerciales jugées déloyales auprès de son Organisme de Règlement des Différends. L'Organisation mondiale du commerce est largement critiquée pour son idéologie libérale qui relègue au second plan les normes sociales, environnementales et les droits de l'homme.

### **PARADIS FISCAL**

C'est un territoire sans fiscalité, ou à fiscalité très basse en comparaison avec les niveaux d'imposition existant dans les pays de l'OCDE. Les principaux paradis fiscaux sont, dans l'ordre, l'État du Delaware aux États-Unis, le Luxembourg, la Suisse, les îles Caïmans, la City de Londres, l'Irlande et les Bermudes. En Europe, plus de 1 000 milliards d'euros annuels sont placés dans des paradis fiscaux.

### **PARLEMENT EUROPÉEN**

Seule institution européenne à représenter directement les 500 millions de citoyens européens, le Parlement se compose de 751 députés. Conjointement avec le Conseil

de l'UE, il vote le budget et les lois communautaires. Il exerce aussi un contrôle politique essentiel sur l'Union européenne par le biais de commissions d'enquêtes, de la réception de pétitions et de la possibilité de censurer la Commission.

### PESTICIDES

Utilisés dans l'agriculture pour protéger ou traiter les végétaux, ces produits chimiques sont dangereux pour la santé et peuvent avoir des effets nocifs non seulement sur l'homme (cancers, troubles respiratoires et neurologiques), mais aussi sur l'environnement (déclin d'espèces animales, pollution des eaux). La France est le premier utilisateur européen de pesticides.

### POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Créée en 1957, la PAC, mise en place à l'échelle de l'UE, consiste aujourd'hui en deux piliers : le premier soutient les prix agricoles et le second, créé en 1999, soutient le développement rural. Les subventions agricoles sont fortement décriées pour la concurrence déloyale qu'elles instaurent avec les pays du Sud et pour leur inégale répartition en faveur des grandes exploitations.

### PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE (ÉCOCIDE)

Un écocide est un acte de destruction ou d'endommagement important d'un écosystème. Plusieurs exemples ont marqué l'histoire, que ce soit la désertification de l'île de Pâques, l'assèchement de la mer d'Aral ou la destruction des forêts du Viêt-Nam. Une initiative citoyenne européenne a été lancée en 2013 afin de demander l'adoption d'une directive criminalisant l'écocide et visant pénalement des personnes physiques.

### RÈGLEMENT DUBLIN II

Selon ce règlement qui encadre la demande d'asile au sein de l'espace européen, seul le pays d'entrée dans l'UE est responsable de l'examen d'une demande d'asile, l'objectif étant d'éviter l'abus par la présentation de plusieurs demandes par une seule personne. Or, les États aux frontières de l'Union sont souvent les moins dotés financièrement et ne peuvent plus, par manque de solidarité financière de la part des autres États membres, accueillir les demandeurs d'asile dans des conditions humainement acceptables.

### RÈGLEMENT REACH

C'est une législation européenne sur l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des produits chimiques. Il met en place le principe de précaution en obligeant les industriels à prouver que les substances chimiques qu'ils produisent ne nuisent pas à la santé de l'être humain et de l'environnement. Il est intéressant de souligner qu'une

importante pression des industriels a été effectuée pour tenter de réduire la portée de ce règlement.

### TAXE CARBONE AUX FRONTIÈRES DE L'UE

L'objectif de cette taxe défendue par Europe Écologie est d'instaurer un impôt sur les produits à l'empreinte carbone démesurée pour empêcher qu'ils se vendent à bas prix sur le marché unique européen. Cela permettra non seulement de protéger l'industrie locale de la concurrence déloyale, mais aussi de financer la transition énergétique.

### TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

La TTF, ou taxe Tobin, a été suggérée en 1972 par le prix Nobel d'économie James Tobin. Elle consiste en une taxation des transactions monétaires internationales afin de limiter la volatilité du taux de change et la spéculation court-termiste. En France, elle est en vigueur depuis août 2012. Une TTF européenne, premier impôt européen, permettrait de lever des fonds pour le budget de l'UE.

### TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE TRANSATLANTIQUE (TAFTA)

L'UE et les États-Unis négocient cet accord dont l'objectif est d'harmoniser les normes entre les deux partenaires pour réduire les obstacles au commerce. Mais ces normes touchent au cœur de la régulation de notre économie et de notre vie quotidienne : protection de l'environnement, santé des travailleurs et des consommateurs, libertés publiques et droits humains. Cet accord commercial qui se négocie en catimini pourrait diminuer, voire réduire à néant la capacité à légiférer des États.

### TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Les entreprises d'un État membre peuvent détacher des salariés dans un autre pays. Elles doivent alors respecter le droit du travail du pays d'accueil mais paient les cotisations sociales dans le pays d'origine. Mais toutes les entreprises ne respectent pas ces obligations. Et certains États n'ont pas de SMIC. Pour lutter contre les abus, Europe Écologie défend une convergence des modèles sociaux européens et une inspection du travail européenne.

### TROÏKA

Elle désigne les experts de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international, chargés d'auditer la situation économique des pays européens en crise ou proches de la faillite. Elle a notamment examiné l'état des finances publiques de la Grèce et négocié des accords de refinancement (plans de sauvetage). Son rôle d'institution non démocratique (car non issue du suffrage universel) en faveur de politiques d'austérité est fortement décrié.

**NOTES**

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

Pour les élections  
européennes,  
il n'y a qu'un tour

# Dimanche 25 mai 2014

Votez et faites voter  
pour les listes Europe Écologie

## Ensemble, donnons vie à l'Europe

EUROPE  
ÉCOLOGIE  
Donnons vie à l'Europe.



**NOTES**

A series of horizontal dotted lines for writing notes.

# CONTACTS DES EURO RÉGIONS

## Est

16, avenue de la Marseillaise, 67000 Strasbourg  
09.81.01.10.57  
est@europe-ecologie.eu

## Ile-de-France et Français de l'étranger

100, rue Lafayette, 75010 Paris  
01.45.23.20.14  
idf@europe-ecologie.eu

## Massif Central - Centre

11 rue des deux Marchés, 63000 Clermont-Ferrand  
06.78.62.32.58 (Chloé Fabre) - 06.85.30.28.59 (Germain Lefebvre)  
massifcentralcentre@europe-ecologie.eu

## Nord-Ouest

3 rue des ponts de Comines, 59000 Lille  
nordouest@europe-ecologie.eu

## Ouest

ouest@europe-ecologie.eu

## Outre-mer

outremer@europe-ecologie.eu  
[www.facebook.com/pages/Yvette-Duchemann](https://www.facebook.com/pages/Yvette-Duchemann)

## Sud-Est

EELV Rhône-Alpes - 34, rue Rachais, 69007 Lyon  
L'ECOMOTIVE - 2, place des Marseillaises, 13001 Marseille  
sudest@europe-ecologie.eu

## Sud-Ouest

3, rue des Pénitents, 81000 Albi - 05.67.67.28.97  
Toulouse : 60 bd des Récollets, 31400 Toulouse  
Bordeaux : 13 rue du Chai des Farines, 33000 Bordeaux - 09 51 17 40 47  
contact@josebove2014.eu



[www.europe-ecologie.eu](http://www.europe-ecologie.eu)  
[contact@europe-ecologie.eu](mailto:contact@europe-ecologie.eu)

 [www.facebook.com/europeecologie](https://www.facebook.com/europeecologie)  
 [www.twitter.com/EuropeEcologie](https://www.twitter.com/EuropeEcologie)

